

## **IV. – Illusions des socialistes français**

### **1) Manipulation sur le vote des crédits de guerre en Allemagne**

Le parti allemand est un modèle pour le mouvement socialiste international, une référence. Pourtant, le 4 août 1914 le groupe parlementaire social-démocrate vote au Reichstag les crédits de guerre. Les militants ouvriers sont frappés de stupeur. La victoire de l'Allemagne est annoncée comme un progrès. Elle permettra notamment de renverser le régime semi-féodal qui règne en Russie. Car pour les social-démocrates allemands, il s'agit surtout d'une guerre contre la Russie, cette guerre que Marx et Engels avaient passionnément désirée et qu'Engels, à la fin de sa vie, avait fini par craindre.

Lénine pense que la rumeur du ralliement de la direction social-démocrate à l'Union sacrée avec la bourgeoisie est un faux. Pourtant, cela n'a au fond rien de surprenant car les dirigeants socialistes allemands se placent dans la continuité des analyses de Marx et d'Engels qui, au début de la précédente guerre, en 1870, avaient déclaré que la victoire de l'Allemagne sur la France aurait signifié la prépondérance du mouvement ouvrier allemand en Europe. Marx avait vivement critiqué Wilhelm Liebknecht qui s'était abstenu lors du vote des crédits de guerre. Par ailleurs, les fondateurs du « socialisme scientifique » avaient passé leur vie à espérer une guerre contre la Russie, qu'ils dénonçaient comme le centre de la réaction en Europe. Les orientations de la direction du parti social-démocrate en 1914 étaient cohérentes avec la doctrine marxiste. Il conviendrait donc de reconsidérer l'accusation de « trahison » portée contre elle. Qu'elle ait

« trahi » la classe ouvrière ne fait pas de doute ; qu'elle ait « trahi » les principes fondamentaux de Marx et Engels est tout à fait contestable.

Prenant le contre-pied de toutes les résolutions des congrès socialistes internationaux, l'appareil du parti considère désormais que l'Internationale socialiste n'est qu'un instrument « valable en temps de paix » :

« La guerre mondiale divise les socialistes en camps différents et essentiellement en différents camps nationaux. L'Internationale est incapable d'empêcher cela, c'est-à-dire qu'elle n'est pas un instrument efficace en temps de guerre ; l'Internationale est essentiellement un instrument valable en temps de paix <sup>1</sup>. »

Rosa Luxembourgeois commente : « la social-démocratie et les syndicats, dans un mouvement de magnanimité patriotique, ont livré sans combat la classe ouvrière à son ennemi pour toute la durée de la guerre. »

Les dirigeants social-démocrates qui refusent la logique de guerre sont rares. Rosa Luxembourgeois passe une grande partie de la guerre en prison. Karl Liebknecht – le fils de Wilhelm – votera contre les crédits de guerre ; il sera envoyé au front, puis en prison. En août 1914, une minorité du parti social-démocrate avait été contre le vote des crédits de guerre, mais elle se plia à la sacro-sainte discipline de parti <sup>2</sup>. « Il existait dans le mouvement, écrit Rudolf Rocker, une inclinaison à la servilité qu'aucune abnégation militante ne pouvait justifier. »

Une ambiguïté règne sur le vote des crédits de guerre par les députés social-démocrates allemands. On lit souvent que quatorze députés socialistes (sur 78) se sont opposés au vote. C'est vrai et faux. Ils se sont opposés lors

---

<sup>1</sup> *Neue Zeit*, numéro 23 du 25 septembre 1914, cité par Rosa Luxembourgeois, *La Crise de la social-démocratie*, 1915.

<sup>2</sup> Rudolf Rocker, *Mémoires*, vol. 1, cité par Freddy Gomez, bulletin bibliographique *À Contretemps*.

d'un vote *interne* au parti dans une réunion préparatoire. Le 4 août, au Reichstag, c'est-à-dire au Parlement, ils se sont alignés par discipline à la majorité du parti, *y compris* Liebknecht. Le vote des crédits de guerre a donc été obtenu avec *l'unanimité* des voix socialistes.

Hugo Haase, porte-parole de la fraction social-démocrate au Reichstag, apporta le soutien unanime des social-démocrates au chancelier, à la politique de guerre, à la politique de défense nationale d'un peuple épris de liberté, menacé par le despotisme tsariste. C'est toujours le danger russe qui est mis en avant.

Que certains députés aient voté à contrecœur ne retire rien au fait. Rosa Luxemburg dira : « Le 4 août 1914 la social-démocratie allemande a abdiqué et l'Internationale socialiste s'est effondrée. »

Pendant la soirée du 4 août eut lieu une réunion chez Rosa Luxemburg ; certains militants s'exprimèrent contre la politique de guerre, et Karl Liebknecht prit la tête de cette opposition. La décision fut prise d'organiser une réunion avec les opposants à la guerre : 300 personnes furent convoquées, seule Clara Zetkin répondit favorablement. Au sein du parti, les opposants à la guerre se comptaient sur les doigts d'une main. Même la gauche du parti s'était effondrée, alors qu'au congrès d'Iéna en 1913 elle représentait un tiers du parti.

La répression fut organisée à l'intérieur même du parti : interdiction de toute manifestation ou réunion publique. Les journaux du parti étaient muselés par la double répression de l'État et du Parti.

Un deuxième vote sur les crédits de guerre eut lieu au Reichstag, le 3 décembre ; Liebknecht fut alors le seul député socialiste à voter contre. Un troisième vote eut lieu le 20 mars 1915 : la minorité opposée à la guerre ne prit pas part au vote, mais Liebknecht maintint son opposition, alors rejoint par un second député, Otto Rühle. La classe ouvrière allemande est paralysée, sous le choc. La

trahison de la social-démocratie va déterminer très largement les événements de l'immédiat après-guerre et expliquer les positions que prendront alors les révolutionnaires allemands.

Le refus systématique, avant la guerre, de tout débat sur la grève générale, l'introduction de la notion de « guerre de défense » dans l'appareil conceptuel de la social-démocratie, malgré les avertissements de Kautsky, le souci de préserver à tout prix les « acquis »<sup>3</sup> et l'illusion incroyable que la guerre allait porter les socialistes au pouvoir ont naturellement conduit la direction du PSD à s'engager d'enthousiasme dans la guerre, à voter les crédits de guerre, à décréter la trêve politique tant que la « patrie » serait en danger.

Pendant la guerre, le SPD participa à la répression du mouvement ouvrier allemand. Les organisations du parti se mirent au service de l'État et la presse du parti mena une campagne chauvine et haineuse. Après la guerre, le SPD fit ce qu'il put pour sauver l'empire de la ruine : contre les ouvriers révolutionnaires, il s'allia avec ce qui restait de l'appareil d'État, avec la caste militaire, avec les corps francs qui allaient vite se transformer en SA au service de Hitler.

À la veille de la Première Guerre mondiale, le mouvement syndical allemand a plus de deux millions de membres, le Parti socialiste un million. Une bureaucratie politique et syndicale bien payée gère tout un ensemble d'institutions : immeubles, caisses de secours, coopératives, théâtres, etc. Les permanents ont un niveau de vie qui les apparente à la petite bourgeoisie. Les militants deviennent des gestionnaires, des administrateurs. Les appareils politique et syndical sont aux mains de permanents.

---

<sup>3</sup> Cf. la lettre d'Engels à Bebel du 13 octobre 1891 dans laquelle il proclame la nécessité de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir ».

En 1912, l'Internationale ouvrière a 3,3 millions d'adhérents mais son influence s'exerce sur 7,3 millions de coopérateurs, 10,8 millions de syndiqués, 11 à 12 millions d'électeurs et les lecteurs de 200 grands quotidiens <sup>4</sup>.

« Le parti devint un État dans l'État. Sa forte représentation au Reichstag, dans les conseils législatifs des vingt-six États allemands fédérés, dans les administrations municipales et jusque dans les conseils ecclésiastiques, les nombreuses institutions qu'il contrôlait dans chaque recoin du pays, sa presse de grande diffusion quotidienne, dont la puissance n'avait de pareille nulle part ailleurs, créaient en permanence une multitude de nouveaux emplois, contribuant à lever une vaste bureaucratie qui, comme toute bureaucratie, tendait à faire obstacle au développement spirituel du mouvement <sup>5</sup>. »

En Allemagne, où la social-démocratie était la plus développée, une confrontation de la social-démocratie allemande avec l'État, en cas de guerre, n'aurait pas permis, selon la formule d'Engels dans une lettre à August Bebel (13 octobre 1891), de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir, que nous devons à nos luttes ». A quoi fait allusion Engels ? Aux élus du Reichstag ? Aux énormes biens immobiliers de la social-démocratie ?

---

<sup>4</sup> Cf. Kostas Papaioannou, *Les Marxistes*, J'ai lu, 1965.

<sup>5</sup> Rudolf Rocker, *Mémoires*, vol. 1, cité par Freddy Gomez, bulletin bibliographique *À Contretemps*.

## 2) La question coloniale

Les États européens avaient constitué un jeu d'alliances qui divisaient l'Europe en deux : la Triple entente regroupait les pays qui avaient des colonies : France, Angleterre et Russie. La Triple alliance regroupait ceux qui n'en avaient pas : Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie. Au sein du mouvement socialiste international, la question de savoir ce qu'il fallait faire en cas de guerre est discutée, mais tout le monde n'est pas d'accord.

Les débats sur le colonialisme touchaient également le mouvement socialiste français. Pour Jaurès, le colonialisme est une œuvre d'enrichissement culturel pour les colonisés – en cela il est fidèle à la tradition social-démocrate. Mais il s'agit aussi de « veiller constamment à ce que les compétitions coloniales des divers peuples ne puissent jamais aboutir entre eux à la guerre. Il faudra pour cela que les socialistes aient le courage, chacun dans sa nation, de blâmer les prétentions excessives »<sup>6</sup>. Colonialisme à visage humain : les socialistes de tous les pays devront « demander pour les peuples vaincus ou les races soumises de l'Asie, de l'Amérique, de l'Afrique le traitement le plus humain, le maximum de garanties »<sup>7</sup>.

Au sein du parti socialiste français on trouve sur la question coloniale les mêmes clivages que sur les questions de politique générale. Mais en dépit de leurs divergences, les socialistes ne voulaient à aucun prix entrer dans une guerre sur cette question, en particulier avec l'Allemagne. Cela se révélera particulièrement vrai sur la question marocaine. Jaurès, leader du groupe socialiste au Parlement et directeur de *l'Humanité*, pensait qu'une pénétration pacifique au Maroc ferait bénéficier les Marocains de la civilisation française – en quoi il était en parfait accord avec Marx. Les guesdistes étaient opposés aussi bien à l'accord franco-allemand qui permettait à la

---

<sup>6</sup> *La Petite République*, 17 mai 1896.

<sup>7</sup> *Ibid.*

France de coloniser le Maroc qu'à l'instauration d'un protectorat en 1912. Gustave Hervé, antimilitariste et antipatriote, s'opposait à la colonisation du Maroc. Tous insistaient cependant sur le coût financier et les pertes humaines qui résulteraient de la conquête militaire de ce pays.

Bien plus tard, la SFIO défendra la guerre d'Indochine, mènera la répression à Madagascar et approuvera l'expédition de Suez. C'est également avec le gouvernement du socialiste Guy Mollet que la France entre dans la spirale de la guerre d'Algérie.

Les modérés du parti social-démocrate allemand soutiennent la politique d'expansion coloniale. En 1904 Bernstein, qui faisait partie de l'aile droite du parti, se déclare au congrès d'Amsterdam en faveur d'une « politique coloniale socialiste » ! Si le disciple d'Engels critique les méthodes du colonialisme « bourgeois », il revendique pour l'Allemagne le droit d'avoir, comme les autres puissances, des colonies. En 1907, il prit position, avec la majorité des membres de la commission du congrès de Stuttgart chargée de la question coloniale :

« Je suis partisan de la résolution de la majorité (...) La force croissante du socialisme dans certains pays augmente également la responsabilité de nos groupements. C'est pourquoi nous ne pouvons maintenir notre point de vue purement négatif en matière coloniale... »

Là encore, il y a une parfaite cohérence avec les positions de Marx et d'Engels. Marx se réjouissait de l'occupation de l'Algérie par la France : « Si nous pouvons regretter que la liberté des bédouins du désert ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes bédouins étaient une nation de voleurs <sup>8</sup>. » L'occupation britannique de l'Inde y fut la « seule révolution sociale » que

---

<sup>8</sup> Marx, article pour *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

ce pays eût connue et, quels qu'aient pu être les crimes de la colonisation, « l'Angleterre a été l'instrument inconscient de l'histoire en menant à bien cette révolution »<sup>9</sup>.

L'annexion de la Californie par les Américains fut une excellente chose :

« Et Bakounine reprochera-t-il aux Américains une "guerre de conquête" qui porte, certes, un rude coup à sa théorie fondée sur la "justice et l'humanité" mais qui fut menée purement et simplement dans l'intérêt du progrès de la civilisation ? Ou bien est-ce un malheur que la splendide Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient qu'en faire ? [...] "L'indépendance" de quelques Californiens et Texans espagnols peut en souffrir, la "justice" et autres principes moraux peuvent être violés çà et là, mais qu'est-ce en regard de faits si importants pour l'histoire du monde <sup>10</sup> ? »

Etc., *ad nauseam*.

Au congrès international de Stuttgart, Bernstein considère le colonialisme comme un fait accompli et c'est à ce titre qu'il faut, pense-t-il, aborder la question. Il ne fait cependant pas de différence entre colonie de peuplement et colonie d'exploitation. Il écarte toute approche utopiste dont l'aboutissement serait « que l'on rende les États-Unis aux Indiens » – là, c'est d'une colonie de peuplement qu'il parle. Mais aussitôt après, il s'agit d'une autre sorte de colonie : « Les colonies sont là, on doit s'en occuper, et j'estime qu'une certaine tutelle des peuples civilisés sur les peuples non civilisés est une nécessité. » Cependant, « nous devons opposer à la politique coloniale capitaliste la politique coloniale socialiste ». En tout état de cause, une politique coloniale est nécessaire parce qu'« une grande partie de notre économie repose sur l'ac-

---

<sup>9</sup> K. Marx, « Chroniques anglaises », 1852-1854, in Œuvres, IV, Politique I, Paris Gallimard La Pléiade, pp 719-720.

<sup>10</sup> Engels, « Le panslavisme démocratique ».

quisition des produits des colonies, produits dont les indigènes ne font presque rien. Pour toutes ces raisons, nous devons adopter la résolution de la majorité <sup>11</sup>. »

Les interventions de Kautsky à Stuttgart introduisirent une réelle dose de fraîcheur et de bon sens dans les débats. Il s'y oppose à la fois aux thèses social-impérialistes de la droite et à celles du rapporteur de la commission, Van Kol : « D'où vient donc que l'idée d'une politique coloniale socialiste trouve tant de partisans », demande-t-il, « alors qu'il me semble, en réalité, que cette idée est basée sur une contradiction logique ? » Kautsky souligne que le concept de « politique coloniale socialiste » est nouveau et que « l'on n'a pas eu le temps de délibérer sur sa signification réelle ». En fait, il ne remet pas en cause l'idée que « nous » (les socialistes ? les Occidentaux ?) « devons nous rendre auprès des peuplades attardées, afin de nous transformer en éducateurs et en conseillers de ces peuplades primitives », afin qu'elles « parviennent à une culture supérieure » : ce qu'il conteste, « c'est qu'il faille pour cela pratiquer la politique coloniale, qu'il soit nécessaire de conquérir et de dominer. » La politique coloniale, ajoute-t-il, est « contraire à la politique civilisatrice ». En effet, « là où on se montre bienveillant à l'égard des sauvages, ceux-ci acceptent volontiers les instruments et le secours d'une civilisation supérieure. »

« Mais si on vient pour les dominer, pour les opprimer, pour les soumettre, quand ils doivent se mettre sous la tutelle d'un despotisme, même bienveillant, ils perdent toute confiance, ils rejettent alors, avec la domination étrangère, la culture étrangère, et l'on en vient à des combats, à des dévastations. Nous voyons que partout où l'on pratique la politique coloniale, nous n'assistons pas à un relèvement mais à une dépression des peuples ! (...) Si nous voulons agir en ci-

---

<sup>11</sup> Cité dans Stuart Schram et Hélène Carrère d'Encausse, *Le marxisme et l'Asie*, Paris, Armand Colin, 1965. pp. 164-165.

vilisateurs sur les peuples primitifs, la première nécessité pour nous, c'est de gagner leur confiance, et cette confiance nous ne la gagnerons que lorsque nous leur aurons donné la liberté<sup>12</sup>. »

Le point de vue de Kautsky se heurta à Stuttgart à un commentaire grinçant de Van Kol que nous pensons nécessaire de reproduire intégralement :

« Notre ami [il s'agit de Kautsky] est allé encore plus loin, quand il nous a donné son avis sur le développement industriel des colonies. Il nous a conseillé d'envoyer des machines et des instruments de travail en Afrique. C'est là une théorie de livres. Veut-il civiliser ainsi le pays ? Si nous envoyons une machine aux nègres de l'Afrique centrale, savez-vous ce qu'ils feront ? Il est très probable qu'ils exécuteront autour de notre produit européen une danse guerrière (*hilarité*) et il est aussi probable que le nombre de leurs innombrables dieux sera augmenté d'une unité (*nouvelle hilarité*). Peut-être nous demandera-t-il aussi d'y envoyer des Européens sachant conduire les machines. Ce que feront d'eux les indigènes, je ne le sais. Peut-être aussi Kautsky et moi pourrions-nous lier la théorie à la pratique, et pourrions-nous accompagner les machines au continent noir. Mais je suis aussi persuadé que les indigènes ne se contenteront pas de les briser. Il se pourrait même qu'ils nous écorchent, ou bien qu'ils nous mangent, et alors... (*se frottant le ventre*) je crains fort, comme je suis quelque peu plus développé au point de vue corporel que Kautsky, que j'aurais, auprès de mes amis nègres, la préférence. (*Hilarité*). Si nous, Européens, nous allions en Afrique avec nos machines européennes, nous serions les victimes de notre expédition. Nous devons, au contraire, avoir les armes à la main, pour nous défendre éventuellement, même si Kautsky appelle cela de l'impérialisme (*Très bien ! sur quelques bancs*)<sup>13</sup>. »

---

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> Cité dans : Cité dans Stuart Schram et Hélène Carrère d'Encausse, *Le marxisme et l'Asie*, Paris, Armand Colin, 1965. pp. 168-169. Henri Hubert van Kol (1852-1925) rejoignit la section hollandaise de la Première Internationale lorsqu'il était étudiant. Il travailla comme ingénieur dans les Indes néerlandaises de 1876 à 1894, avec des interrup-

Outre le soutien de Bernstein, van Kol eut celui de l'Anglais MacDonald et du Français Rouanet. Le projet fut repoussé de justesse par 127 voix contre 108 et 10 abstentions, grâce à l'opposition de la délégation russe menée par Lénine, mais la résolution qui fut votée ne rejetait pas le colonialisme par principe. Karl Kautsky considère que le colonialisme développe le capitalisme dans les pays dominés, donc aussi le prolétariat. Sa position ne va pas jusqu'à soutenir les colonies : il considère qu'on doit s'opposer à l'établissement de colonies, mais lorsqu'elles existent il faut se battre pour améliorer le sort des indigènes<sup>14</sup>. Le congrès de Stuttgart adopta cette résolution sur le colonialisme, adoptée ensuite à l'unanimité par la conférence du parti d'Essen, qui suivit le congrès de Stuttgart :

« Considérant que le socialisme développera les forces productives dans le monde et qu'il élèvera les peuples au plus haut niveau culturel, le congrès ne rejette pas toute politique coloniale par principe parce qu'elle pourrait avoir un effet civilisateur sous le socialisme. »

C'était là une résolution en parfaite concordance avec les thèses de Marx et Engels. Curieux raisonnement, qui ne s'oppose pas au colonialisme sous le régime capitaliste parce qu'il pourrait avoir un effet bénéfique sous le socialisme...

### **3) « Il y eut la censure. Nous ne pouvions rien faire, rien dire. »**

Il n'est pas inintéressant de prendre connaissance de la manière dont les social-démocrates allemands ont été,

---

tions. Il fut, avec P. Troelstra, l'un des fondateurs du Parti social-démocrate des ouvriers (SDAP). Il fut député du parti de 1897 à 1909 et de 1913 à 1924. Selon lui, le capitalisme avait une mission civilisatrice dans les colonies. Lénine s'opposa féroce­ment à lui.

<sup>14</sup> Cf. Karl Kautsky, *Le socialisme et la question coloniale* (écrit en 1907 après le congrès de Stuttgart).

selon Liebknecht, conduits à voter ces crédits de guerre en 1914. Au représentant américain d'une organisation caritative <sup>15</sup>, le dirigeant allemand expliqua que lorsque la guerre éclata, des douzaines de meetings de protestation eurent lieu à Berlin ; le *Vorwärts* publia des éditoriaux extrêmement sévères ; il y eut des manifestations contre la guerre : puis, dit-il, « il y eut la censure. Nous ne pouvions rien faire, rien dire ». Pour mémoire, aux élections de 1912, la social-démocratie recueillit 4 250 400 voix sur les 12 207 600 votes validés.

A son interlocuteur, qui lui demande pourquoi les social-démocrates n'ont rien pu faire, Liebknecht répond :

« Vous ne comprenez pas la puissance de la censure [...] Vous les Américains ne pouvez comprendre l'effroyable pouvoir des militaires. En un jour, en une heure, nous étions coupés de tout. Chaque homme devenait comme une cellule séparée du corps politique. Chaque homme se trouvait isolé avec ses propres pensées, ou alors il était noyé dans le flot des idées de guerre. Du moment où la censure est tombée, il n'y eut plus aucun échange d'idées. Chaque homme pensant en Allemagne était devenu mentalement prisonnier <sup>16</sup>. »

Lorsque l'Américain demande à Liebknecht les raisons de cette guerre, celui-ci répond : « C'est une guerre de conquête. Quelles que soient ses causes, nous savons que le gouvernement impérial entend faire une guerre de conquête. Il y a de riches mines en France et en Belgique. *Elles ne seront jamais rendues* <sup>17</sup>. » [Je souligne.]

Liebknecht explique alors à son interlocuteur comment les crédits de guerre furent votés :

---

<sup>15</sup> Cf. *War Bread. A personal narrative of the war and relief in Belgium*, Edward Eyre Hunt, American delegate of the commission for relief in Belgium in charge of the province of Atwerp. New York, Henry Holt and Company, 1916.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> *Op. cit.* p. 61.

« Le Chancelier de l'Empire envoya un ultimatum à la Belgique le 2 août 1914. Le Reichstag [*Parlement*] n'en fut informé que le 5 août. Le budget de guerre fut présenté le 4 août et voté le 5 août avec le soutien de tous les socialistes sauf quinze. Ce fut une duplicité abominable de la part du gouvernement. Ces quinze social-démocrates qui votèrent contre les crédits de guerre furent les seuls vrais révolutionnaires. Ils n'étaient pas pour la réconciliation avec le capitalisme mais pour la lutte. Mais ils étaient impuissants. La presse mentait et enflammait le peuple contre nos ennemis – contre les Russes, les Français, les Belges et les Anglais <sup>18</sup>. »

Liebknecht ajoute que les socialistes pensaient réellement que l'Allemagne ne pouvait pas être responsable de cette catastrophe. Et il donne une précision extrêmement intéressante : « Le tsarisme était réellement la raison pour laquelle la guerre éclata, et c'est sur cette base que le bloc social-démocrate vota les crédits de guerre le 5 août. Personne ne comprenait la situation. Les socialistes avaient perdu leur presse d'un seul coup, car la censure était absolue, aussi étaient-ils comme des moutons sans berger »... *Vorwärts*, le quotidien socialiste, ne peut paraître qu'avec l'assurance qu'il ne parlera pas de lutte des classes, précise Liebknecht <sup>19</sup>.

*Les socialistes allemands croyaient qu'ils votaient la guerre contre la Russie !* Des propos de Liebknecht, on comprend que les social-démocrates ne s'attendaient pas à la guerre et qu'ils ont commencé à réagir au dernier moment par des meetings, des manifestations, mais il ne fut pas question de grève générale – ce qui n'est pas surprenant puisque dans tous les congrès internationaux qui ont précédé la guerre, les socialistes allemands ont tout fait pour esquiver cette question. Kautsky dira d'ailleurs à l'Américain, le même jour, que les socialistes savaient depuis longtemps qu'ils seraient impuissants en cas de guerre :

---

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 63.

« Les socialistes français pensaient qu'ils pourraient arrêter la guerre. Ils parlaient de grève générale et d'immenses mouvements pour la paix. Nous, socialistes allemands, savions bien que cela ne servirait à rien <sup>20</sup>. »

Nous fîmes de notre mieux pour empêcher la guerre, précise-t-il, en mentionnant les manifestations lors de la déclaration de guerre contre la Russie. « Mais nous fûmes impuissants dès l'instant où la loi martiale fut proclamée. Maintenant, nous ne pouvons rien faire. *Vorwärts* a été suspendu. Nous n'avons pas de presse, pas de forum. Nous sommes cœur et âme contre la guerre de conquête, mais nous ne pouvons même pas protester contre l'annexion de la Belgique. »

L'argument d'une « guerre défensive » de l'Allemagne est clairement écarté par Liebknecht : l'Allemagne entend faire des conquêtes territoriales en Belgique et dans le Nord de la France pour le charbon : ces territoires, dit-il, ne seront *jamais rendus*. L'intérêt des propos de Liebknecht réside surtout dans l'explication de la manière dont les social-démocrates se sont fait manipuler sur la question de l'occupation de la Belgique. Le budget de guerre est proposé au vote *après* l'ultimatum envoyé à la Belgique – dont le Parlement allemand n'a pas connaissance. Et surtout, les députés socialistes avaient l'impression qu'on leur faisait voter la guerre contre la Russie, ce qui pour eux ne semblait pas choquant. On est dans la droite ligne de la russophobie traditionnelle de la gauche allemande depuis les positions développées par Marx et Engels en 1848.

Le dirigeant du mouvement ouvrier le plus puissant d'Europe se plaint de la « duplicité » de son gouvernement – ce qui dénote une *incroyable* naïveté – et déplore que les socialistes soient maintenant sans berger. D'ailleurs, l'interviewer américain fait remarquer à Liebknecht que les socialistes ont raté l'occasion d'empê-

---

<sup>20</sup> *Ibid.*

cher la guerre et qu'il ne comprend pas leur attitude en tant que parti. Liebknecht réplique :

« Vous pensez que nous sommes des couards. Eh bien ! peut-être l'avons-nous été. Rappelez-vous que les social-démocrates allemands possèdent des propriétés pour une valeur de vingt millions de marks. Ils possèdent des imprimeries et des immeubles et des théâtres, etc. Vous savez, la propriété rend les gens prudents. Peut-être nos possessions nous ont-elles rendus conservateurs. Peut-être les socialistes allemands n'osent-ils pas tout risquer <sup>21</sup>. »

Ce propos éclaire la remarque que fit Engels dans sa lettre à Bebel du 13 octobre 1891 sur la nécessité de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir, que nous devons à nos luttes ». Kautsky, de son côté, précisa à ce même interviewer américain : « Il y a deux millions de socialistes à l'armée. Ce qui signifie que la moitié de nos membres sont partis <sup>22</sup>. » Autrement dit, avec deux millions de soldats, le parti social-démocrate n'a pas pu empêcher la guerre. Pas une seule consigne de déposer les fusils, de bloquer les trains, les communications – toutes questions qui ont été évoquées au congrès des Bourses du travail tenu à Paris en 1893. Kautsky ajoute :

« Aucun socialiste en Allemagne ne sait ce que cette moitié de notre parti pense, aucun socialiste ne peut être sûr de ce que ces deux millions pensent de cette guerre. Nous ne pouvons pas leur parler, nous ne pouvons même pas leur envoyer de courrier par la poste militaire. Ils sont coupés, isolés, chacun d'entre eux. Peut-être peuvent-ils parler entre eux par groupes de deux ou trois, mais chaque homme pense seul. A quoi pensent-ils ? C'est la grande question à laquelle

---

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 64

<sup>22</sup> Kautsky exagère grandement les effectifs du parti socialiste. Peut-être compte-t-il également les effectifs des syndicats dans son évaluation.

les socialistes allemands doivent répondre. »

L'Américain qui menait cette interview raconte qu'il devenait « de plus en plus irrité » : « L'atmosphère de prudence et d'inaction ne me semblait pas digne d'un homme qui se disait socialiste et internationaliste. » Quatre millions de socialistes, dont deux millions de civils et deux millions de militaires isolés les uns des autres, se parlant « par groupes de deux ou trois », dont on ne sait pas à quoi ils pensent. A quoi servait-il donc d'avoir un parti aussi puissant si rien n'avait été prévu pour faire passer des consignes ? Mais il est vrai que la direction du parti n'avait *précisément* pas prévu de consignes parce qu'elle avait écarté toute éventualité d'une initiative contre la guerre. Tout se passe comme si la politique militaire du gouvernement allemand était quelque chose d'inattendu, que la direction du parti socialiste n'avait jamais perçu les signes qui conduisaient inévitablement à une guerre. Kautsky semble même ignorer que dès 1913 son parti avait voté un impôt de guerre supplémentaire d'un milliard et demi de marks... dont le *Berliner Tageblatt* du 1<sup>er</sup> avril 1913 avait dit qu'il équivalait « à proprement parler la mobilisation en temps de paix ».

Les derniers propos de Kautsky sont pathétiques. Vous êtes un « outsider », dit-il à l'Américain. Pendant des années nous avons vécu sous des lois qui « empêchent que nous nous réunissions, que nous lisions ou même que nous pensions. Nous avons appris comment transmettre secrètement les informations aux uns et aux autres. Les socialistes intelligents ne se laissent pas abuser par le silence de *Vorwärts*. Certains sont troublés, sans doute, mais pas tous, et *Vorwärts* fera tout ce qu'il peut. Nous avons appris à lire entre les lignes. » Nous avons donc un parti de quatre millions de membres avec quelques socialistes intelligents qui savent lire entre les

lignes de leur presse, et dont le journal a pris l'engagement, pour pouvoir continuer de paraître, de ne pas parler de lutte des classes...

L'entrevue avec Liebknecht et celle avec Kautsky, à laquelle participait Bernstein, eut un curieux destin. Elle fut publiée par le journal américain *Outlook* du 26 janvier 1916. Les deux interviews furent ensuite publiées le 17 février 1916 par *La Bataille*<sup>23</sup>, le quotidien syndicaliste de Paris<sup>24</sup>. Le 2 mars, *La Bataille* annonce que Bernstein et Kautsky (mais pas Liebknecht, apparemment) avaient catégoriquement démenti, dans *Vorwärts*, avoir tenu de tels propos, niant même l'existence de l'interview. Kropotkine mentionne cette interview dans une lettre du 5 février 1916 à J. Guérin : « Et je cite cette entrevue du journal *l'Outlook* avec Liebknecht, Kautsky, Bernstein qui disent tous les trois : Nous n'y pouvons rien. La grande presse habitue la nation à l'idée de l'annexion de la Belgique. Nous ne pouvons même pas protester<sup>25</sup>. »

Michael Confino écrit que les déclarations de Kautsky, Bernstein et Liebknecht avaient été mentionnées dans le texte préliminaire du « Manifeste des Seize » afin de « renforcer la critique contre le parti social-démocrate allemand »<sup>26</sup>, mais après les démentis énergiques des trois

---

<sup>23</sup> Ne pas confondre avec *La Bataille syndicaliste*, fondée en 1911 et qui cessa de paraître en 1915.

<sup>24</sup> En 1911 fut créé par des militants syndicalistes révolutionnaires de la CGT un quotidien, *La Bataille syndicaliste*, à l'initiative notamment de Griffuelhes et Monatte, avec une solide équipe de rédacteurs. Le premier numéro parut le 27 avril 1911. Devant les difficultés financières, Griffuelhes se retira, suivi peu après de Monatte, qui s'occupait par ailleurs de *La Vie ouvrière*, qu'il avait fondée. Le journal cessa de paraître le 25 octobre 1915. Le 3 novembre de cette même année paraît *La Bataille*, avec une orientation et une équipe rédactionnelle totalement différentes. Le journal cesse de paraître en décembre 1920.

<sup>25</sup> *Les Temps Nouveaux*, 1<sup>er</sup> mai 1915.

<sup>26</sup> *Anarchistes en exil, Correspondance inédite de Pierre Kropotkine à Marie Goldsmith 1897-1917*, Institut d'études slaves, p. 505.

hommes, « Kropotkine estima qu'on ne pouvait se fonder sur ce texte et demanda à ses camarades d'en omettre toute référence dans le *Manifeste* »

Le 12 mars 1916, *La Bataille* remet ça et cite l'organe socialiste du Brunswick, *Volksfreund*, qui publia une lettre de Liebknecht niant lui aussi avoir accordé une interview et affirmant, lui aussi, que *Outlook* lui fait dire le contraire de ce qu'il pense. *La Bataille* avait succédé à *La Bataille syndicaliste* à partir de novembre 1915. Son orientation était tout autre : le journal était entièrement contrôlé par des partisans de l'Entente. Les militants syndicalistes qui avaient contribué à *La Bataille syndicaliste* : Rosmer, Merrheim, Monatte, Griffuelhes, Yvetot etc., ont disparu.

C'est, rappelons-le, *La Bataille* qui publia le « Manifeste des Seize » dans son numéro 133, le 14 mars 1916. C'est donc à ce moment-là que le journal publie les interviews des trois dirigeants socialistes allemands. Kropotkine faisait partie de son comité de rédaction, ainsi que d'autres signataires du « Manifeste des Seize », dont Cornelissen et Malato. Or le journal *Outlook* de New York vérifia les affirmations de *La Bataille* et ne trouva pas les dénégations de Bernstein et de Kautsky qui auraient été publiées par *Vorwärts*. A-t-on affaire à une tentative d'intox de la part des militants qui soutiennent l'Entente ? La question mériterait d'être approfondie.

L'humanitaire américain considère comme un « profond mystère » le silence des socialistes alors même que la social-démocratie avait combattu le militarisme prussien pendant des années. Chaque élection amenait un accroissement de la force du parti, malgré les lois iniques dirigées contre le mouvement ouvrier, malgré le « Code socialiste » qui empêchait le développement du mouvement en réprimant sa presse et ses manifestations publiques. « Lorsque la guerre éclata, dit l'auteur, les socialistes allemands avaient cent douze députés au Reichstag,

tous, comme leurs frères socialistes du monde entier, dévoués à la paix. » On est en droit de se demander quel impact aurait eu sur le mouvement ouvrier allemand le refus des crédits de guerre de 112 députés socialistes.

Lorsque le 1<sup>er</sup> août 1914 les socialistes furent appelés sous les drapeaux, il n'y eut pas une voix discordante. Le 4 août le bloc socialiste du Reichstag vota le budget de guerre, et alla jusqu'à répondre au toast : « Longue vie à sa majesté le Kaiser, au peuple et à la mère patrie <sup>27</sup> ! » L'Américain ajoute que huit jours après la mobilisation, l'« Union impériale de combat contre les social-démocrates », une puissante organisation répandue dans tout le pays, qui se consacrait à une lutte impitoyable contre le socialisme, se dissout au motif qu'il n'y avait plus de socialistes à combattre ! L'organisation remit tous ses biens à la Croix-Rouge... Le *Vorwärts* qui, avant la guerre, avait toujours été interdit de vente dans les espaces publics tels que les gares, les métros, les hôtels, trônait maintenant à côté du *Berliner Lokal Anzeiger*, l'organe du gouvernement.

#### 4) Au crédit de Liebknecht

Il faut dire, au crédit de Liebknecht, que son attitude changea radicalement à partir de 1916. Le mouvement d'opposition prit un peu de consistance avec la publication, à l'initiative de Rosa Luxembourg et de Franz Mehring, d'une revue, *Die Internationale*, qui ne vécut que trois numéros. Le groupe tint sa première conférence le 1<sup>er</sup> janvier 1916 et décida la publication clandestine de *Lettres politiques* signées du nom de « Spartakus ». Karl Liebknecht avait été exclu du parti en janvier 1916.

Le 15 janvier 1916, par un vote de 60 contre 25, il fut exclu du parti pour infraction à la discipline. Cette mesure

---

<sup>27</sup> Hugo Haase, le chef du groupe parlementaire socialiste au Reichstag, déclara : « Nous n'abandonnerons pas la patrie à l'heure du danger. »

fut prise parce qu'il avait « grandement embarrassé le gouvernement avec ses questions deux jours auparavant au Reichstag ». Liebknecht raconta à un journaliste américain, Franck Bohm, que ses anciens camarades désormais l'insultaient lorsqu'ils le croisaient dans la rue. Le 22 mars 1916, il tenta d'attaquer au Reichstag la politique du gouvernement en matière de guerre sous-marine, mais il en fut empêché<sup>28</sup>.

Le premier mai 1916, en présence d'une foule d'ouvriers rassemblés sur la Potsdamerplatz de Berlin, il prend la parole en uniforme et s'écrie : « L'ennemi principal est dans notre propre pays », ce qui entraîna son arrestation et sa condamnation à deux ans de prison.

A partir de 1916, l'opposition à l'union sacrée s'accroît ; des mouvements de grève apparaissent et semblent s'étendre, ainsi que les mutineries, en Allemagne comme en France. Cela ne semble pas impressionner Kropotkine qui, dans une lettre du 5 février 1916 à J. Guérin, commente : « Les rixes concernant les vivres ? Il y en a toujours eu pendant toutes les guerres, sans en influencer la durée. »

La minorité opposée à la guerre est exclue du parti social-démocrate à la fin de 1916. Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Franz Mehring et Clara Zetkin créent le 1<sup>er</sup> janvier 1916 la Ligue Spartacus.

L'USPD (ou SPD « indépendant ») est fondé en avril 1917 par des exclus du SPD opposés à la guerre. L'une des principales figures en est Karl Kautsky qui, à partir de juin 1915, avait dénoncé les objectifs annexionnistes du gouvernement. Les Spartakistes en sont membres, mais conservent leurs propres orientations politiques. L'USPD comptera, selon les périodes, de 100 000 à 700 000 adhérents. Les vagues de grèves d'avril 1917, une mutinerie de marins à Kiel, les grèves de janvier 1918 avaient suscité à Berlin l'apparition d'un phénomène nouveau, les *Re-*

---

<sup>28</sup> « Liebknecht's Part in Kaiser's Fall », Franck Bohn, *NY Times*, 17 nov. 1918.

*revolutionäre Obleute* – délégués révolutionnaires. Il s'agissait d'un regroupement de délégués syndicalistes de base qui avaient rompu avec les appareils syndicaux. C'était une structure souple, un état-major informel de délégués d'usines. Ils joueront un grand rôle jusqu'en 1919.

« ... Les Délégués révolutionnaires des grandes usines de Berlin, un groupe d'une centaine d'hommes, avec un noyau d'une douzaine de responsables ; de vrais ouvriers, expérimentés, des cadres qui avaient fait leurs preuves. A l'inverse de Liebknecht, ils n'étaient pas connus hors de leur milieu mais ils avaient une organisation, celle des ouvriers de leurs usines (...) Ce groupe s'était constitué au cours de la grande grève de l'hiver précédent. Ses membres en avaient été les véritables dirigeants. Après la grève, ils étaient restés secrètement en contact ; depuis quelques semaines, ils préparaient la révolution ; et le 4 novembre, ignorant tout du raz-de-marée qui prenait naissance à Kiel, ils avaient décidé de renverser le pouvoir à Berlin le 11. Ils s'étaient procuré des armes, les avaient distribuées et avaient préparé un coup de main sur les centres du pouvoir. La suite des événements leur avait quelque peu échappé, mais ils n'avaient pas l'intention de se laisser submerger (...) Ce n'étaient pas de grands théoriciens ni faiseurs de programmes, mais ils avaient l'esprit pratique. Ils virent clairement ce qu'il fallait faire : donner aux masses une direction compétente, mettre à leur tête un organe capable de faire de la politique, un gouvernement révolutionnaire qui balayerait Ebert et les partits <sup>29</sup>. »

En novembre 1918 une révolution renverse l'Empire allemand et porte au pouvoir le SPD <sup>30</sup>. Le 29 septembre 1891, Engels avait écrit à Bebel une lettre prophétique dans laquelle il déclarait :

« Une chose me semble certaine : si nous sommes bat-

---

<sup>29</sup> Sebastian Haffner, *Allemagne 18, une révolution trahie*, Éditions Complexe, pp. 84-85.

<sup>30</sup> Cf. René Berthier, *Digressions sur la révolution allemande*, éditions du Monde libertaire, 2009.

tus, toute barrière contre le chauvinisme et une guerre de revanche en Europe sera abattue pour des années. Si nous sommes victorieux, notre parti accédera au pouvoir. La victoire de l'Allemagne est par conséquent la victoire de la révolution, et si on en vient à la guerre, nous devons non seulement désirer la victoire mais l'encourager par tous les moyens. »

Il est difficile d'imaginer quelle est la structure mentale de celui qui est capable de penser que la victoire *militaire* de l'Allemagne puisse signifier la victoire de la révolution *sociale*. Il ne vient pas à l'idée d'Engels que cela signifierait un renforcement inouï du pouvoir politique de la bourgeoisie et une défaite de la révolution.

Il est évidemment peu probable que Kropotkine ait connu les termes de cette lettre et le détail des prises de position des dirigeants socialistes allemands. Mais il connaissait suffisamment ces hommes pour se faire une opinion.

## **5) Lénine et l'internationalisme proclamatif**

Le clivage ne se trouve en réalité pas entre ceux qui défendent des positions internationalistes de principe et ceux qui pensent qu'il faut vaincre l'Allemagne pour défendre la « civilisation », mais entre ceux qui savent qu'ils ne peuvent pas influencer sur les événements et ceux qui croient qu'ils le peuvent. C'est en quelque sorte un clivage entre réalistes et idéalistes. Nous avons suggéré que lorsqu'on sait ne pas pouvoir influencer sur les événements, il est préférable de s'en tenir aux positions de principe et c'est sans doute ce que Kropotkine aurait dû faire.

Lénine s'en prend violemment à ceux qu'il appelle les « jusqu'au-boutistes » :

« Dans leur masse, les partisans du jusqu'au-boutisme considèrent la chose sans malice, en invoquant le sens commun : “Je ne veux pas d'annexions, l'Allemand me ‘tombe

dessus' ; je défends donc une cause juste et pas du tout des intérêts impérialistes". »

Les « jusqu'au-boutistes » ignorent « qu'il existe un lien entre la guerre, d'une part, les intérêts du capital et le réseau bancaire international, de l'autre ». Dans son texte de 1912 sur la guerre, Kropotkine est loin d'ignorer le rôle du capitalisme, des banques dans le déclenchement des guerres. Or cet aspect de l'analyse a disparu dans le « Manifeste des Seize ».

Le point de vue de Lénine est à cheval entre réalisme et idéalisme : son analyse est beaucoup plus proche du « Manifeste des Seize » et du point de vue de Kropotkine qu'on pourrait le croire. Le vieux révolutionnaire s'était opposé à un arrêt de la guerre immédiat parce qu'il pensait que discuter de la paix alors que l'Allemagne occupe d'immenses territoires à l'ouest comme à l'Est reviendrait à la mettre en position favorable dans une négociation.

Or Lénine dit la même chose :

« On ne peut pas terminer la guerre "quand on le veut". On ne peut pas la terminer sur la décision d'une seule des parties. On ne peut pas la terminer "en mettant la crosse en l'air", pour employer l'expression d'un soldat jusqu'au-boutiste <sup>31</sup>. »

Kropotkine aurait pu être tout à fait d'accord avec ce constat : on n'a pas pu empêcher la guerre ; on ne peut pas non plus l'arrêter sur un claquement de doigts. Ça, c'est un constat, que cela plaise ou non. Pas plus que Kropotkine, Lénine ne croit possible de « terminer la guerre par une "entente" entre socialistes de divers pays » ; les « innombrables résolutions, appels et manifestes » ne sont, écrit-il que des « souhaits inconsistants, naïfs, bien intentionnés de petits bourgeois ». Lénine raille les « ap-

---

<sup>31</sup> Lénine, *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* (« Comment peut-on terminer la guerre ? »), 1917.

pels platoniques aux ouvriers de tous les pays », les « vaines protestations d'attachement à l'internationalisme ». Il dénonce le « remue-ménage autour de congrès socialistes *en vue* d'une campagne pour la paix, etc. <sup>32</sup> »

Lors de la conférence de Zimmerwald, les bolcheviks ne partageaient pas le point de vue majoritaire, qu'ils qualifiaient de « centriste ». Dès lors, ils se déplacèrent vers le registre « proclamatif ». Ils proposèrent des résolutions qui condamnaient la guerre impérialiste, dénonçaient la trahison des « social-chauvins » et insistèrent sur la nécessité de « lutter énergiquement contre la guerre ». Mais que signifie « lutter énergiquement contre la guerre » lorsqu'on ne dispose d'aucun moyen pour l'arrêter ? Il reste alors les « appels platoniques » que Lénine lui-même dénonce. Les résolutions des bolcheviks furent rejetées par la majorité « centriste » qui ne voulait pas aller aussi loin. Les bolcheviks, qu'on appellera « la gauche de Zimmerwald », votèrent néanmoins le manifeste final de la conférence car quelques-unes des thèses qu'ils défendaient y avaient été incluses, tout en soulignant dans un document à part le manque de fermeté du manifeste. Ils rédigèrent donc leur propre manifeste, afin de se distinguer des « centristes ». On y lit dans la conclusion :

« La guerre impérialiste inaugure l'ère de la révolution sociale. Toutes les conditions objectives de l'époque actuelle mettent à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire de masse du prolétariat. Les socialistes ont pour devoir, sans renoncer à aucun des moyens de lutte légale de la classe ouvrière, de les subordonner tous à cette tâche pressante et essentielle, de développer la conscience révolutionnaire des ouvriers, de les unir dans la lutte révolutionnaire internationale, de soutenir et de faire progresser toute action révolutionnaire, de chercher à transformer la guerre impérialiste entre les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique

---

<sup>32</sup> Lénine, « La situation dans l'Internationale Socialiste. »

par le prolétariat, pour la réalisation du socialisme. »

A part bien entendu l'idée de « conquête du pouvoir politique par le prolétariat », le texte de la « gauche de Zimmerwald » reprend en somme le même contenu que celui de « L'Internationale anarchiste et la guerre » publié *sept mois plus tôt*. Il est donc pour le moins curieux que ce manifeste anarchiste, infiniment plus représentatif du mouvement libertaire, ait pu être à ce point occulté par le « Manifeste des Seize » signé par quelques militants. C'est incontestablement la présence d'une personnalité comme Kropotkine parmi les signataires qui est en grande partie responsable de cette occultation.

Les bolcheviks ne pouvant de toute évidence pas arrêter la guerre – pas plus que les signataires du « Manifeste des Seize » n'avaient pu en accélérer le dévouement – s'en tinrent au registre proclamatif parce qu'ils ne pouvaient rien faire d'autre ; mais ils se ménageaient ainsi l'avenir puisque, après la guerre, ils apparurent comme les seuls à s'y être réellement opposés.

C'est ainsi que contre le « marais de Zimmerwald », Lénine propose de constituer une nouvelle Internationale : « C'est précisément à nous, et précisément à l'heure actuelle, qu'il appartient de fonder sans retard une nouvelle Internationale, une Internationale révolutionnaire, prolétarienne <sup>33</sup>. » Les véritables internationalistes, reconnaît-il, sont peu nombreux. Mais « ce n'est pas le nombre qui importe, mais l'expression fidèle des idées et de la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de "proclamer" l'internationalisme ; c'est de savoir être, même aux moments les plus difficiles, de véritables internationalistes <sup>34</sup>. »

---

<sup>33</sup> Lénine, « Les tâches du prolétariat dans notre révolution : L'Internationale de Zimmerwald a fait faillite. Il faut fonder la III<sup>e</sup> Internationale. »

<sup>34</sup> *Ibid.*

Lénine avait compris que la seule chose à faire était de s'en tenir à des proclamations de principe pour pouvoir « capitaliser » les bénéfices politiques de l'internationalisme après la guerre. Les bolcheviks se mettaient en position de capitaliser ces bénéfices que les Allemands gagnent la guerre ou qu'ils la perdent.

Là encore, que signifie « être de véritables internationalistes » ? Il est clair qu'à ce moment-là, être « de véritables internationalistes » n'implique aucunement d'être capables d'influer sur les événements. En effet, Lénine précise que « tant que dure la guerre impérialiste, les relations internationales restent comprimées dans l'étau de fer de la dictature militaire exercée par la bourgeoisie impérialiste »<sup>35</sup>. Et le dirigeant bolchevik cite de nombreux exemples de répression contre les militants internationalistes dans l'Europe entière. La marge d'action se trouve donc pratiquement nulle : « Tant que dure la guerre impérialiste », cela signifie attendre que la guerre prenne fin.

De ce point de vue, Lénine est parfaitement pragmatique : on ne peut rien faire. Et comme il ne faut rien attendre des conférences socialistes, il faut fonder la nouvelle Internationale. Avec qui ? « Des centaines de socialistes emprisonnés en Allemagne et en Angleterre » ; les milliers d'ouvriers allemands en grève qui « prendront connaissance, dans des feuilles *illégales*, de notre décision » ; avec Karl Liebknecht, en qui Lénine a confiance : tout cela les « confirmera dans leur internationalisme révolutionnaire ». La fondation de la Troisième Internationale se trouve donc – pour l'instant – dans le registre proclamatif, voire symbolique car sa « base sociale » est constituée de quelques centaines de militants qui sont en prison, de quelques milliers d'ouvriers qui lisent furtivement des feuilles illégales – et de Liebknecht (mais pas Rosa Luxembourg...). L'action, dans un contexte où Lénine dit explicitement qu'on ne peut rien faire, est de *pro-*

---

<sup>35</sup> *Ibid.*

*clamer* la naissance de la III<sup>e</sup> Internationale sans que personne y soit effectivement organisé, et de maintenir les principes.

Lénine distingue au sein du mouvement socialiste trois courants dans leur relation à la guerre :

1) Les « social-chauvins, socialistes en paroles, chauvins en fait » qui entendent défendre la patrie. Ces socialistes-là sont des « adversaires de classe » passés à la bourgeoisie. Il ne fait pas de doute que Kropotkine en fasse partie.

2) Le « centre », qui hésite entre les social-chauvins et les internationalistes. Les socialistes du « centre » se disent marxistes, internationalistes, sont favorables à la paix, veulent obliger leurs gouvernements à « manifester la volonté de paix du peuple », soutiennent

« toutes les campagnes possibles et imaginables en faveur de la paix, pour la paix sans annexions, etc., etc., *et pour la paix avec les social-chauvins*. Le “centre” est pour l’“unité”, le centre est l’adversaire de la scission <sup>36</sup>. »

Ce que Lénine leur reproche le plus est sans doute de ne pas vouloir rompre avec les « social-chauvins ». Eux aussi sont des « adversaires de classe » et leur principal leader est Karl Kautsky.

3) La troisième tendance, celle des internationalistes, est représentée par « la gauche de Zimmerwald » qui entend rompre avec le « social-chauvinisme » et le « centre », lutter contre son propre gouvernement et sa propre bourgeoisie impérialistes.

Conclusion : « Il n’est d’autre issue que la révolution prolétarienne. »

---

<sup>36</sup> *Ibid.*

Lorsqu'il écrit *Les tâches du prolétariat dans notre révolution*, Lénine ne peut évidemment imaginer que les événements lui donneront finalement raison... Ce texte parut en septembre 1917. En octobre, le parti bolchevik prend le pouvoir et le parti se trouve en position de passer aux travaux pratiques en matière d'internationalisme prolétarien.

Et c'est là que tout bascule...

## 6) Realpolitik internationale

En octobre 1915, Lénine écrivait qu'en cas de victoire de la révolution en Russie, le gouvernement prolétarien offrirait la paix à tous les belligérants à condition qu'ils libèrent les peuples colonisés. En cas de refus, il faudrait entreprendre une guerre révolutionnaire et appeler à la révolte le prolétariat d'Europe et les peuples opprimés d'Asie. A son arrivée en Russie en mars 1917, il n'a pas changé d'analyse. A la conférence du parti bolchevik de mai 1917 il « renouvelle les protestations contre les basses calomnies que les capitalistes répandent sur notre parti en l'accusant de préconiser la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne ». La première rédaction du texte reprenait les idées de Lénine d'octobre 1915 sur la guerre révolutionnaire si les puissances occidentales refusaient l'offre de « paix démocratique » mais, dans le texte final, ce passage a curieusement disparu.

Pendant plusieurs mois, les bolcheviks continuent de prêcher « pas de paix séparée, une paix juste et démocratique » – ce qui implicitement signifiait la continuation de la guerre, puisque les alliés de la Russie tsariste continuaient de se battre... Cependant, les millions de paysans en armes étaient peu sensibles aux appels à la guerre révolutionnaire. La chair à canon du front n'envisageait pas avec enthousiasme la guerre révolutionnaire préconisée par les stratèges révolutionnaires de l'arrière.

Les négociations avec l'Allemagne commencent *aus-sitôt après la prise du pouvoir*. Lénine déclare au soviet de Petrograd, le 25 octobre 1917 : « Le nouveau régime fera tout son possible mais nous n'affirmons pas que l'on puisse mettre fin à la guerre simplement en piquant les baïonnettes dans la terre (...) Nous ne précisons pas si nous concluons la paix aujourd'hui ou demain. » Ce passage fut omis dans le compte rendu des journaux bolcheviks. Dans l'optique du parti bolchevik, les proclamations révolutionnaires s'adressent aux gouvernements mais surtout aux peuples des nations belligérantes. D'une part on appelle explicitement les peuples à se soulever contre leurs gouvernements, de l'autre on demande à s'asseoir avec l'un d'entre eux autour de la table des négociations.

Au sein du parti, Lénine est isolé. En effet, personne ne croit à la possibilité d'une victoire révolutionnaire en Russie sans l'extension de la révolution au reste de l'Europe. Les militants avaient tous en tête les appels de Lénine sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Face à cet enjeu, la révolution en Russie même n'avait que peu d'importance. Pour la plupart des dirigeants bolcheviks, signer une paix avec les impérialistes allemands correspondait à l'abandon du mot d'ordre de guerre révolutionnaire et à une *trahison du prolétariat allemand*. Signer une paix séparée avec l'Allemagne, c'était livrer le prolétariat allemand à ses bouchers. Une partie des dirigeants bolcheviks préconisait la rupture des pourparlers et la levée en masse du peuple russe pour la défense de la révolution. C'était également la position défendue par le mouvement libertaire russe. La signature du traité de Brest-Litovsk – et l'abandon de la révolution allemande qui en est la conséquence – sera l'une des causes de la rupture entre anarchistes et bolcheviks.

Le traité de Brest-Litovsk avec les gouvernements des Empires centraux fut signé le 3 mars 1918. En mai 1918, le journal anarcho-syndicaliste *Golos Trouda* est interdit.

La première conférence des anarcho-syndicalistes tenue à Moscou les 25 août-1<sup>er</sup> septembre 1918 adopta une résolution disant notamment :

« Considérant que notre révolution est une révolution sociale qui doit provoquer l'embrassement mondial d'un affrontement décisif des classes ; et prenant en considération qu'elle se trouve actuellement sous la triple menace contre-révolutionnaire de la bourgeoisie étrangère, de la contre-révolution intérieure et du parti actuellement dominant, devenu contre-révolutionnaire après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk et de la trahison du prolétariat et de la paysannerie de Pologne, de Lithuanie, d'Ukraine, de Finlande et autres – la 1<sup>re</sup> conférence pan-russe des anarcho-syndicalistes estime indispensable et de toute urgence d'organiser ses forces pour la lutte contre les ennemis de la Révolution et de la classe ouvrière afin de poursuivre et approfondir la Révolution commencée. »

Trotsky, qui conduisait la délégation à Brest-Litovsk, dit dans un rapport au soviet : « Vous pouvez être sûrs que l'accusateur, en la personne de la délégation révolutionnaire russe, ne sera pas en dessous de sa tâche et qu'elle prononcera au moment voulu son réquisitoire contre la diplomatie de tous les impérialismes. » Trotsky s'imagine qu'il s'adresse aux masses européennes par-dessus la tête des négociateurs allemands. Il s'imagine qu'il pourra ainsi révéler aux masses populaires européennes en général et allemandes en particulier le caractère antidémocratique du gouvernement allemand, ce dont lesdites masses populaires n'avaient probablement pas attendu Trotsky pour être convaincues. Il n'envisage pas que le simple fait qu'il s'assoie à la table de négociations retire toute valeur à ses accusations. Les rodomontades de la délégation soviétique cachaient mal l'état réel du rap-

port des forces. Le chef de la délégation allemande résuma parfaitement la situation :

« La délégation russe s'exprime comme un vainqueur qui occuperait notre territoire et qui serait en posture de nous dicter ses conditions. Je tiens à faire remarquer que c'est exactement le contraire... »

C'était une façon de dire à la délégation russe : puisque vous êtes là autour de la table de négociation, alors négocions. A la fin du mois de décembre, l'Allemagne fait connaître ses conditions : détachement des pays Baltes, indépendance de la Pologne sous contrôle allemand, indépendance de l'Ukraine sous contrôle allemand. Au comité central, la majorité des bolcheviks était hostile à cette paix désastreuse. Lénine met les choses au point : « Notre formule d'une paix populaire était faite pour soulever les masses contre les gouvernements capitalistes et militaristes. Voulez-vous donc que ce soit nous qui succombions et que les gouvernements capitalistes doivent leur victoire à notre formule révolutionnaire ? » Le 27 janvier, un ultimatum de trois semaines est envoyé au gouvernement soviétique, qui le rejette. Le 18 février, les Allemands traversent le front et parviennent tranquillement aux portes de Petrograd. Le traité est signé le 3 mars 1918. Le VII<sup>e</sup> congrès du parti – qui s'appelle désormais Parti communiste –, ratifie la paix. Une semaine après, le IV<sup>e</sup> congrès des soviets en fait autant.

Les conditions imposées par l'Allemagne sont exorbitantes. La Russie se voit enlever dix-huit provinces. Les Allemands s'arrogent la Pologne, la Lituanie, une partie de la Russie blanche. Les Soviétiques doivent reconnaître l'indépendance de l'Ukraine, de la Finlande, des pays Baltes et doivent verser une indemnité de six milliards de marks-or. La Russie perd 27 % de son sol cultivable, un tiers de ses récoltes, 26 % de sa population, 75 % de ses charbonnages et de ses mines de fer, 26 % de son réseau ferroviaire, le tiers de son industrie. La région la plus

riche en céréales est soustraite au contrôle soviétique, ainsi que les centres sidérurgiques d'Ukraine, le charbon, le pétrole de Bakou. Les communistes ne contrôlent plus que la région correspondant à la principauté russe du Moyen Age, une région qui n'est pas viable économiquement. En outre, le parti bolchevik est totalement isolé. Les socialistes-révolutionnaires ont quitté le gouvernement : dans les premiers mois de 1918, le gouvernement ne gouvernait pas dans les campagnes, dans les usines, dans le parti, dans la gauche, et il livrait aux Allemands le tiers du pays.

« Si nous poursuivons la guerre dans de telles conditions, nous renforcerons extraordinairement l'impérialisme allemand, et il faudra quand même conclure la paix, mais elle sera alors plus dure, parce que ce n'est pas nous qui la conclurons. Certes, la paix que nous sommes obligés de signer maintenant est une paix infâme, mais si la guerre commence, notre gouvernement sera balayé et la paix sera conclue par un autre gouvernement <sup>37</sup>. »

Il n'y a plus de marché intérieur. La production industrielle est tombée presque à zéro et ne fournit plus les campagnes en produits manufacturés. L'argent n'a plus aucune valeur. Les paysans refusent de vendre des surplus pour de l'argent avec lequel ils ne peuvent rien acheter. On en revient au troc. Pourtant, le maintien à tout prix du parti au pouvoir apparaît comme la seule priorité, y compris sur un territoire qui n'a absolument aucune viabilité.

L'ironie de l'histoire est que la victoire des impérialistes alliés annulera l'essentiel des dispositions catastrophiques du traité de Brest-Litovsk : on sait, en outre, que Lénine refuse de jouer le sort de la révolution socialiste sur le sort d'une révolution allemande :

---

<sup>37</sup> Lénine, « Discours sur la guerre et la paix », 11 (24) janvier 1918. Œuvres complètes, Moscou, t. 36, p. 482.

« ... ce serait une tactique tout à fait inadmissible que de risquer sur une carte le destin de la révolution socialiste déjà commencée en Russie, en tablant uniquement sur l'espoir que la révolution allemande éclatera peut-être dans un délai très proche, très court, d'ici quelques semaines. Ce serait une politique d'aventure. Nous n'avons pas le droit de couvrir ce risque <sup>38</sup>. »

Ce propos est intéressant à plus d'un titre. Il montre à l'évidence que la préoccupation de Lénine est le maintien de son parti au pouvoir. On pourrait comprendre qu'il ne veuille pas risquer le sort de la révolution en Russie s'il était évident qu'une révolution était impossible en Allemagne, mais seulement cinq mois après Octobre, il ne pouvait pas le dire. Sans doute Lénine a-t-il tablé sur une victoire allemande. En effet, en février 1918 les Alliés sont sur la défensive et on sait que les Allemands s'appêtent à lancer une grande attaque et qu'ils disposent d'une supériorité numérique de trente divisions. Mais Lénine a négligé plusieurs facteurs. Les Allemands sont épuisés, alors même que les Américains s'appêtent à entrer en scène. Leur arrivée est imminente. A la fin de la guerre, les troupes françaises ne représentent plus que 40 % du total des effectifs engagés. Les troupes des deux camps sont minées par la propagande antimilitariste. Et, *surtout*, de nombreuses grèves éclatent en Allemagne, qui finiront par mettre fin à la guerre.

L'offensive allemande, lancée le 21 mars, est terrible, mais elle n'ébranle pas les troupes alliées et s'arrête le 12 juin 1918, au moment même où les troupes américaines débarquent. En juillet, il y aura 450 000 soldats américains sur le sol français. Dès lors, la défaite allemande n'est qu'une question de temps. Elle sera précipitée par l'éclatement de la révolution en Allemagne. Pour

---

<sup>38</sup> Lénine, « Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse », Œuvres, T. 26.

mémoire, entre décembre 1917 et janvier 1918 les nominations par les instances du parti bolchevik remplacent les élections dans les syndicats. Les comités d'usine sont liquidés. A l'automne de 1918, les soviets seront épurés des éléments non bolcheviks. Entre mars et août 1918 les Gardes rouges sont désarmées ; les soviets locaux se voient retirer tout pouvoir, les membres des soviets sont nommés par l'appareil du parti. La répression contre les anarchistes s'accroît, leurs journaux sont interdits. Pierre Broué, qu'on ne peut soupçonner d'antipathie à l'égard des bolcheviks, résume parfaitement la question : « Comment les bolcheviks pourraient-ils accepter la libre confrontation des idées et la libre compétition dans les élections aux soviets quand ils savent que les neuf dixièmes de la population leur sont hostiles », et sachant par ailleurs que les mencheviks et les anarchistes représentent désormais « une force réelle parmi les ouvriers »<sup>39</sup> ?

S'accrocher au pouvoir sur un territoire amputé de l'essentiel de ses ressources n'a pas de sens. La signature du traité de Brest-Litovsk est incompréhensible si on se place dans une perspective de révolution européenne. Elle prend en revanche tout son sens si on a à l'esprit que l'alternative à la signature du traité – la levée en masse – était absolument inacceptable pour Lénine, parce que sa contrepartie était la liberté d'expression et de propagande pour les autres partis. Lénine et ses proches, qui connaissaient l'histoire de la Russie, savaient que celle-ci était particulièrement avantagée dans une guerre défensive, grâce à l'énorme étendue des territoires, aux difficultés d'approvisionnement pour les armées d'invasion, et, par-dessus tout, au climat. Mais ils savaient aussi qu'une guerre défensive était impossible à mener sans alliés intérieurs, et que cette éventualité n'était absolument pas envisageable. La guerre révolutionnaire aurait signifié le dé-

---

<sup>39</sup> P. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 156.

clenchement de forces sociales que le parti au pouvoir n'aurait pas pu contrôler, la fin de l'emprise absolue des bolcheviks sur l'État. Il n'est donc pas du tout exagéré de dire que Lénine a sacrifié la révolution européenne à son maintien au pouvoir.

L'exemple de la Russie d'après-Octobre est parfaitement illustratif du basculement quasi immédiat de l'internationalisme proclamatif à la Realpolitik nationale dès lors que le parti bolchevik se trouve au pouvoir. Cette Realpolitik a conduit à la liquidation délibérée de la révolution allemande et à la mise en place d'un régime de parti unique qui, à son tour, a liquidé la révolution russe elle-même. Pourtant, ceux qui ont mis en œuvre cette politique, et ceux qui en soutiennent encore le bilan aujourd'hui, se sont servis de l'exemple – marginal, répétons-le – du « Manifeste des Seize » pour étendre l'effet de la « trahison » de Kropotkine et de ses quatorze camarades à l'ensemble du mouvement libertaire. Les héritiers de Lénine ressassent cet épisode malheureux pour stigmatiser un mouvement entier en oubliant que, à peine au pouvoir, Lénine rangea l'internationalisme prolétarien au magasin des accessoires. Et ils omettent de signaler que *sept mois* avant Zimmerwald et l'émergence d'une « gauche de Zimmerwald », avait été diffusée une déclaration internationaliste anarchiste qui, elle, était représentative des positions du mouvement libertaire dans son ensemble.

Par une sorte de complexe d'infériorité inexplicable, les libertaires n'ont pas su se défendre contre ces attaques et adoptent, face aux critiques, une attitude gênée. L'exemple des deux premières années de pouvoir bolchevik montre à l'évidence qu'ils sont tort.

## 7) La foi quelque peu candide des socialistes français

La foi quelque peu candide des socialistes français envers la social-démocratie allemande et sa puissance électorale les conduisit à penser qu'une guerre avec l'Allemagne n'était tout simplement *pas possible*, parce que les social-démocrates s'y opposeraient. Il n'y eut jamais, de la part des social-démocrates allemands, aucun engagement précis aux congrès de Stuttgart et de Copenhague. En dehors du refus de voter les crédits de guerre, c'est-à-dire en dehors d'un vague engagement limité à l'intervention des seuls parlementaires, aucune précision n'avait été donnée quant aux moyens envisagés pour empêcher la guerre – et on a vu ce qu'il advint de ce refus de voter les crédits de guerre. S'en tenir aux actes d'une minorité de députés au Reichstag équivalait à confier à un petit nombre d'hommes le sort de la guerre. Au moins, dans le mouvement ouvrier français, le courant syndicaliste révolutionnaire proclamait clairement l'idée de grève générale – ce que les Allemands prenaient pour des rodomontades. Il faut garder à l'esprit que le congrès international de Stuttgart se tint au lendemain de celui de la CGT à Amiens. Le mouvement socialiste français avait intégré l'idée de l'indépendance réciproque du mouvement syndical et des partis politiques, aux congrès de Limoges et de Nancy, ce qui contrariait fortement la social-démocratie allemande. Cette idée d'indépendance syndicale fut traitée à Stuttgart avec dédain par Karl Legien, secrétaire de l'Internationale syndicale, et par le député social-démocrate hollandais Troelstra. Les dirigeants de la CGT furent traités de « personnes qui agissent sur des ouvriers à petites cotisations et à grandes paroles ».

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on put entendre à Stuttgart l'écho des résolutions de feu l'Internationale antiautoritaire : Édouard Vaillant déclara que le développement du mouvement syndical international était

trop varié pour qu'il puisse y avoir une règle unique ; par ailleurs, le rôle de l'Internationale était de coordonner l'activité du mouvement syndical dans les différents pays, il n'était pas d'en être la direction. Or c'est *exactement* ainsi que Bakounine posait le problème et avec lui toute l'Internationale antiautoritaire. On constate donc que malgré les différences de contexte et de période, les problèmes se posent toujours, à la veille de la guerre, de la même manière.

Dans la mesure où la social-démocratie allemande se trouvait de fait à la direction des partis socialistes membres de l'Internationale, elle voulait également s'assurer la même hégémonie au niveau syndical. La thèse social-démocrate fut votée par 212 voix contre 18. Se trouvaient ainsi annulées les décisions des congrès socialistes français de Limoges et de Nancy, qui reconnaissaient l'indépendance des syndicats.

Sur la question du militarisme, les socialistes français étaient venus à Stuttgart forts de la motion de leur congrès de Nancy, qui déclarait qu'un pays attaqué avait le droit de compter sur le concours de la classe ouvrière de tous les pays et qu'il fallait empêcher la guerre par tous les moyens, « depuis l'intervention parlementaire jusqu'à la grève ouvrière et l'insurrection ». Bebel fit savoir qu'il n'en était pas question. La motion allemande était vague, presque allusive :

« Quand une guerre menace d'éclater, les travailleurs des pays intéressés et leurs représentants sont obligés de faire tout leur possible pour éviter que la guerre n'éclate, en recourant aux moyens qui leur semblent les plus efficaces. »

Il n'était pas question de grève générale ni d'insurrection. Bebel déclara même que la propagande antimilitariste de Gustave Hervé servait la cause de la guerre car l'état-major prussien la considérait avec sympathie. Ap-

plaudi par les délégués allemands, von Vollmar<sup>40</sup> condamna toute ingérence des Français dans la politique militaire de la social-démocratie allemande et déclara ne pas être tenu par une résolution internationale déterminant la politique en cas de guerre. Même Liebknecht, dont on semblait croire qu'il était sur des positions radicales, déclara qu'il ne voulait pas entendre parler d'insurrection en cas de guerre et que sur la question de l'antimilitarisme, il se trouvait « plus à droite que Jaurès ». Il n'était pas question d'employer les moyens français de propagande tels que les concevaient Gustave Hervé. Fidèle à sa réputation de provocateur, ce dernier traita Bebel et Vollmar « vieux sous-offis de la Landwehr » et accusa la social-démocratie allemande de transformer le slogan bien connu en « Prolétaires de tous les pays, massacrez-vous » Il demanda aux délégués allemands ce qu'ils feraient si les Français demandaient un arbitrage en cas de menace de guerre et que leur gouvernement refusait. Devant le silence des Allemands, il s'écria : « Allez ! vous n'êtes bons qu'à obéir comme des cadavres à votre Kaiser Bebel ! »

Les délégués allemands indignés se levèrent tous et Hervé les somma de dire s'ils partageaient les positions chauvines de leurs chefs. Il était clair que l'antimilitarisme se trouvait alors du seul côté français. Pourtant, les socialistes français, à l'issue de ce congrès, firent comme si leurs camarades allemands étaient prêts à une action décisive en cas de guerre. On continua de croire en la volonté de la social-démocratie allemande de s'opposer à la

---

<sup>40</sup> Né en 1850, Georg Heinrich von Vollmar avait été gravement blessé pendant la guerre franco-prussienne et était resté handicapé. Il se convertit au socialisme en 1872 et fut régulièrement emprisonné. Élu au Reichstag de 1881 à 1887 et de 1890 à 1918, et membre de la Diète saxonne de 1883 à 1889. Il faisait partie du courant modéré et opportuniste du parti et réussit à résister aux tentatives d'exclusion dont il fut l'objet en 1891. Il mourut en 1922.

guerre. C'est l'illusion que Jaurès confirma dans les comptes rendus qu'il fit du congrès de Stuttgart.

Lorsque la guerre éclata le 4 août 1914, les élections législatives en France avaient eu lieu trois mois auparavant et avaient porté à l'Assemblée nationale plus de cent députés socialistes. Un congrès socialiste international était prévu à Vienne pour le 23 août avec, à l'ordre du jour évidemment, la question de la guerre. Réunis en congrès à Paris le 16 juillet, les socialistes peaufinent les décisions qu'ils seront amenés à prendre à Vienne. La majorité se rallie aux positions de Jaurès, Rappoport, Vaillant, Sembat qui préconisent la grève générale déclenchée simultanément dans tous les pays concernés par le conflit. La thèse minoritaire défendue par Guesde et Compère-Morel est intéressante : le pays dont la classe ouvrière est la mieux organisée, donc la mieux capable d'empêcher la guerre, sera la victime du pays dont la classe ouvrière est la moins organisée et la plus faible. Vu l'état d'esprit des socialistes français de l'époque, cela signifiait implicitement qu'une grève générale conduirait à l'écrasement du mouvement socialiste allemand : c'est, dit Jules Guesde, « un crime de haute trahison contre le socialisme ». Rappelons que Jules Guesde était sans doute l'un des plus « marxistes » des socialistes français, celui dont les liens avec la social-démocratie allemande étaient les plus forts.

A quelques semaines du déclenchement des hostilités, les socialistes français croient encore en la puissance de la social-démocrate allemande : ils pensent que les millions de syndiqués et d'électeurs allemands sont la meilleure garantie contre la guerre. On proclame son admiration pour l'Allemagne de Goethe et de Karl Marx. On vante l'esprit violemment hostile au militarisme des ouvriers allemands. On met en avant l'esprit révolutionnaire – tout verbal – qui se manifeste dans les congrès de la social-démocratie.

Pourtant, lorsque le gouvernement austro-hongrois adresse le 22 juillet un ultimatum à la Serbie, qui s'incline sur toutes les conditions qu'on lui impose sauf une, que la Serbie demande pour cela l'arbitrage du tribunal international de La Haye, qu'une proposition de médiation est faite *que l'Autriche accepte* ; quelle est la réaction de l'Allemagne ? Elle *refuse*. Une semaine plus tard, le 29 juillet, le bureau socialiste international se réunit à Bruxelles. Sa mission, définie par le congrès de Copenhague, était de coordonner l'action à mener en cas de guerre. Le représentant de la social-démocratie autrichienne déclara que son parti ne pouvait rien faire pour empêcher la guerre mais Haase, le représentant allemand, assura que l'action contre la guerre continuerait jusque dans les casernes et dans l'administration de l'État.

Les bonnes dispositions de Haase ne durèrent pas longtemps. Si peu longtemps qu'on a du mal à croire que son point de vue n'était pas alors déjà formé et qu'il s'exprimait avec duplicité. Trotsky raconte :

« Haase a justifié son approbation des crédits militaires comme suit : “Il faut écarter le danger que présente la tyrannie russe.” Bernstein a repris l'appel “Avec Marx et Engels” sous le slogan de “réglons les comptes avec la Russie”. » (...) « Il faut écarter ce danger – le despotisme russe –, protéger l'inviolabilité de notre culture et l'indépendance de notre pays. Nous nous tenons à notre ligne de conduite de toujours : au moment du péril, nous ne trahisons pas la patrie. Guidés par ces principes, nous approuvons les crédits militaires.” Ainsi s'exprima Haase, le 4 août, à la séance du Reichstag. » (...) « Chaque membre de l'Internationale a le droit de poser à Haase la question suivante : “Quelle fraction des milliards votés par la Social-démocratie a servi à l'écrasement de la Belgique <sup>41</sup> ?” »

Le 27 juillet 1914, à Bruxelles, se sont rencontrés Jouhaux et Dumoulin d'une part, secrétaires de la CGT fran-

---

<sup>41</sup> Cf. Trotsky, *La guerre et l'Internationale*, 1<sup>re</sup> partie, 31 octobre 1914.

çaise, et Karl Legien, de l'autre, secrétaire de la Centrale syndicale d'Allemagne. Ils étaient là pour participer au bureau socialiste international de la II<sup>e</sup> Internationale, qui se réunissait les 29 et 30 juillet. Jouhaux demande avec insistance à Legien : que comptez-vous faire ? L'Allemand gardait obstinément le silence. Jouhaux en rapporte la conviction que les syndicalistes allemands ne feraient rien pour empêcher la guerre <sup>42</sup>.

« L'entrevue que Jouhaux et Legien eurent à Bruxelles fin juillet 1914 consacra cette impuissance. C'était la répétition plus brutale encore de l'entrevue Griffuelhes-Legien, à Berlin, en 1906, au sujet du premier conflit marocain qui en ce moment rebondit pour la troisième fois et risque d'ensanguanter le monde <sup>43</sup>. »

Le bureau de l'Internationale décide de convoquer un congrès socialiste international pour le 9 août à Paris au lieu du 23 à Vienne. La plupart des délégués, dont Hugo Haase, co-président du SPD allemand, semblent confiants. Le 29 au soir, Jaurès et Rosa Luxembourg sont acclamés lors d'un grand meeting contre la guerre. Un appel au renforcement des manifestations contre la guerre

---

<sup>42</sup> Jouhaux, *la Bataille syndicaliste*, 26 septembre 1914 ; lettre au *Temps*, 15 avril 1915.

<sup>43</sup> Pierre Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*. Les articles de *l'Encyclopédie anarchistes* ne sont pas datés. Il y eut deux « crises marocaines », en 1906 et en 1911. Si Besnard parle de « troisième » guerre du Maroc, il doit faire allusion à la guerre du Rif : en 1921, une tribu berbère, les Amazighe, menée par Abd el-Krim al-Khattabi se soulève contre les Espagnols qui partagent le Maroc avec les Français. L'armée espagnole du général Silvestre, forte de 18 000 hommes, est chargée de mater la rébellion : elle est pratiquement exterminée dans la bataille d'Anoual. Abd el-Krim proclame la République du Rif en février 1922, espérant rallier à lui les tribus de la zone occupée par les Français. Fès, en zone française, est menacée. Lyautey est rappelé en France en 1925 et Pétain est chargé de mener l'offensive contre la nouvelle république. Une répression terrible s'abat sur les populations rifaines, civils et combattants sans distinction : les bombardements terrestres et aériens, l'usage du gaz et la supériorité numérique des Français poussent Abd el-Krim à se rendre en mai 1926.

est voté par le bureau à l'unanimité. Jaurès rentre à Paris : le 31 juillet au matin il apprend que la Russie mobilise, puis l'Autriche. Le soir, il sera assassiné. Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France.

Pas plus que les députés socialistes français, les députés socialistes allemands n'auraient pu empêcher la guerre puisqu'ils ne disposaient pas d'une majorité au Parlement. Un appel à résister à la guerre n'aurait pu ni empêcher, ni retarder la guerre. En France comme en Allemagne, l'enthousiasme. Cependant, chez les travailleurs du parti, cet enthousiasme n'était pas aussi unanime qu'on ne l'a dit, comme le montrent certains historiens comme Heinrich August Winkler<sup>44</sup>.

Le SPD se serait trouvé isolé s'il avait pris position contre la guerre, et il aurait dû subir la répression de l'État, comme il l'a subie pendant la période de la loi contre les socialistes, de 1878 à 1890 : ce fut une période terrible pour le parti. Or, précisément pendant cette période de répression, les effectifs du parti ont considérablement grossi.

Devant la misère provoquée par la guerre, l'enthousiasme guerrier des populations manipulées ne dura pas. En dénonçant la guerre, le parti aurait gagné une autorité morale incontestable auprès des soldats et des populations qui subissaient la terreur des tranchées et les privations de l'arrière. Le refus de voter les crédits de guerre n'aurait sans doute pas eu de conséquences très graves pour les députés, qui se situaient de toute manière dans un cadre légal et qui ne couraient en tout cas pas le même risque qu'un soldat qui désertait. Mais la vraie question n'est pas là : elle est dans l'ensemble des signaux que les dirigeants

---

<sup>44</sup> Heinrich August Winkler, né en 1938, est un historien spécialisé dans l'histoire politique de l'Allemagne moderne et de la république de Weimar. Il est l'auteur de *Weimar 1918-1933* (1993) et du *Long Chemin vers l'Occident* (2000), une histoire de l'Allemagne aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

social-démocrates ont lancés pendant les trente années qui précédaient la guerre, et qui tous convergent vers un constat : nous ne lancerons pas le mot d'ordre de grève générale ; nous défendrons notre patrie ; nous soutiendrons le pouvoir impérial.

## **8) La CGT, l'Internationale et la guerre**

Les dirigeants syndicalistes français étaient sur des positions plus réalistes que les politiques. C'est qu'ils étaient directement confrontés au principe de réalité. La II<sup>e</sup> Internationale se constitue à Paris en 1889, à une époque où des grèves de grande ampleur éclatent pour culminer en 1893. L'année précédente, du 28 octobre au 4 novembre 1888 s'était tenu près de Bordeaux le 3<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale des syndicats lors duquel une majorité s'était prononcée en faveur de la grève générale. La question des relations entre partis et syndicats va occuper une bonne part des débats dans les premiers congrès de l'Internationale socialiste. L'enjeu est de taille : il s'agit de savoir qui s'appropriera la direction du mouvement ouvrier international.

La CGT aura une activité incessante en faveur de l'action et de la solidarité internationales. En 1896, la Fédération des Bourses du travail lance un message aux organisations allemandes dans lequel elle affirme lutter contre le patriotisme et contre l'État. Si plus tard, en 1906, la charte d'Amiens ne reprend pas les thèmes traditionnels du syndicalisme révolutionnaire sur les illusions parlementaires et la lutte contre l'État, il convient tout de même de mentionner la résolution présentée au congrès par Yvetot, qui affirme la nécessité d'intensifier la propagande antimilitariste et antipatriotique. Cette résolution n'obtint qu'une faible majorité, mais elle reste significative. N'oublions pas que Gustave Hervé rassemblait alors

des milliers de travailleurs dans ses meetings contre la guerre.

La CGT ne se limita pas à des proclamations mais fut soucieuse de questions d'organisation pratique. Elle créa le « Sou du soldat », une contribution financière des syndiqués en faveur des conscrits. Elle édita un « Manuel du soldat » et un numéro spécial de la *Vie ouvrière*, sur papier rouge, à l'occasion du tirage au sort des conscrits, ce qui valut à Pouget et à Yvetot d'être poursuivis en justice. Elle organisa un recensement des syndiqués qui étaient à l'armée et encouragea les troufions à contacter les Bourses du travail locales – ce que la social-démocratie allemande ne fit jamais.

Karl Liebknecht lui-même, dans *Militarismus und Antimilitarismus*, décrit avec précision les mesures pratiques prises par la CGT :

« Travail de solidarité :

« a) Le sou du soldat ;

« b) Réception et prise en charge des soldats par les unions locales ;

« c) Solidarité avec les camarades qui refusent le service militaire ou qui sont réprimés pour rébellion contre la discipline.

« 2. *Travail de propagande* : Réunions publiques, soirées, fêtes pour les recrues, manifestations, affiches, manifestes, brochures, numéro annuel illustré de *La Voix du Peuple*, l'organe largement distribué de la fédération française des syndicats, et finalement le *Nouveau manuel du soldat*, qui a déjà été distribué à 100 000 exemplaires en 1903. Cela conduisit, comme chacun sait – et avec l'approbation de l'ex-socialiste Millerand – à la vigoureuse intervention des autorités administratives et judiciaires. »

Le *Manuel du soldat* fut publié conformément à la décision du congrès de la Fédération des bourses du travail tenu à Alger le 15 septembre 1902. Une seconde édition fut tirée la même année, une troisième en 1905. Le ma-

nuel se termine par un appel aux soldats pour qu'ils désertent ou pour qu'ils fassent de la propagande antimilitariste dans les casernes, et à ceux qui sont en service actif, pour qu'ils ne tirent pas lorsqu'on leur en donne l'ordre, sur le prétendu « ennemi de l'intérieur », leurs frères travailleurs.

Il faut aussi mentionner la brochure anonyme de 36 pages, à couverture rouge, *En cas de guerre*, rédigée par des anarchistes de la CGT<sup>45</sup>. Elle fut tirée à 2 000 exemplaires et circulait depuis avril 1913 dans les syndicats et les groupes anarchistes. La brochure appelait à la grève générale insurrectionnelle en cas de mobilisation. Elle donnait également des conseils pratiques, expliquant comment « saboter la guerre ».

François Roux évoque dans la revue *Gavroche* les mesures que les anarchistes tentèrent de mettre en place pour empêcher la mobilisation.

« Le risque de conflit avec l'Allemagne grandissant, les organisations anarchistes en vinrent à envisager des dispositions plus précises contre l'entrée en guerre. Lors de son premier congrès, le 4 juin 1911, la FCA [Fédération communiste anarchiste] prit la résolution de saboter les voies ferrées et d'arrêter les représentants de l'État au premier jour de l'appel sous les drapeaux. L'année suivante, son secrétaire général, Louis Lecoin, proposa, pour empêcher la mobilisation, que dix "camarades conscients" par régiment abattent chacun un officier, déclaration qui lui coûta une condamnation à cinq ans de prison<sup>46</sup>. »

En Allemagne, dit Liebknecht, la social-démocratie n'a fait que peu de travail spécialisé en direction des conscrits.

---

<sup>45</sup> La brochure avait été rédigée à l'initiative de Louis Jakmin, militant de la Fédération anarchiste communiste et de la CGT.

<sup>46</sup> François Roux, « Quand les anarchistes partirent en guerre, 1914 », *Gavroche* n° 149, 2007.

« Nous ne connaissons rien de valable qui ait été publié dans ce sens, à part le *Manuel des conscrits* bien connu et le tract publié par l'exécutif du parti à l'été de 1906. Et ces deux publications ne traitent que de la position légale de ceux qui sont à l'armée <sup>47</sup>. »

Liebknecht se plaint du quiétisme et du fatalisme du parti : « La propagande antimilitariste en Allemagne doit être très rapidement et énergiquement améliorée », dit-il <sup>48</sup>.

En 1905 socialistes et syndicalistes français publièrent ensemble une affiche rouge qui appelait les soldats à ne pas tourner leurs armes contre le prolétariat mais contre leurs officiers. La révolte du 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie, qui refusa de tirer sur les grévistes en juin 1907, ne sera pas un fait dû au hasard <sup>49</sup>.

Dans *Militarisme et antimilitarisme*, Karl Liebknecht reconnaît que rien d'équivalent n'a été fait en Allemagne :

« Si nous examinons ce qui a été fait dans d'autres pays, nous avons une idée de ce qui reste à faire. Et si nous considérons le programme développé ci-dessus, nous reconnaitrons que le parti, malgré tout ce qu'il a fait dans le domaine de l'antimilitarisme, a seulement commencé à remplir sa tâche. Il est, pour ainsi dire, à l'étape du jardin d'enfants pour ce qui concerne la propagande antimilitariste. »

---

<sup>47</sup> Liebknecht, *op. cit.*

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> En 1907, la crise viticole catastrophique provoqua de grandes manifestations dans le sud de la France, à Béziers, Perpignan, Carcassonne, Nîmes, Montpellier. Le 20 juin à Narbonne, une section du 139<sup>e</sup> régiment d'infanterie tire : il y a 5 morts et des centaines de blessés. Le 22 juin, de nouveaux rassemblements ont lieu lors de l'enterrement. Le 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie est envoyé à Béziers pour rétablir l'ordre. Les soldats sont pour la plupart originaires de la région et refusent de tirer. Ils mettent la crosse en l'air. Ils paieront très cher cet acte : le régiment ira rejoindre les bataillons disciplinaires d'Afrique du Nord et se retrouvera pendant la guerre systématiquement en première ligne pour les assauts les plus meurtriers.

En même temps que la CGT menait une action sur le territoire français, elle s'efforça d'organiser une coordination internationale. Alors même que des tensions apparurent en 1902 entre la France et l'Angleterre, des militants de la CGT se rendirent à Londres pour demander la solidarité des ouvriers anglais. En plein conflit franco-allemand sur le Maroc, des mineurs allemands vinrent en France à l'appel des syndicats pour secourir les emmurés de Courrières. En 1903, alors que les dockers hollandais sont en grève, la CGT organise la solidarité dans les ports de Bordeaux, Dunkerque, Le Havre et Marseille. Des caisses de grève internationales, comme celle des typographes, permirent de prolonger des conflits. Lorsqu'un projet de loi sur les retraites est envisagé en 1901, la CGT se déclare « hostile à tout projet qui ne serait pas applicable aux étrangers résidant en France ». En avril 1906 la CGT tint un meeting à Paris pour appeler les travailleurs étrangers à participer à la lutte pour les 8 heures, « considérant que les frontières n'existent que par la volonté de ceux qui ont intérêt à diviser les travailleurs pour les exploiter plus facilement ».

Dans la CGT française existait deux courants : le courant syndicaliste révolutionnaire et un courant réformiste mais lui aussi très soucieux de maintenir l'indépendance syndicale. Pour cette raison, l'organisation syndicale française se trouva mise à l'écart de la nouvelle Internationale et ne participa pas au congrès international qui se tint à Paris en 1900.

Cependant, la CGT ne restait pas inactive : sous son impulsion eurent lieu des conférences syndicales internationales qui devaient annoncer la constitution d'une internationale syndicale. Les 17 et 18 décembre 1900, à la Bourse du Travail de Paris, se tint un congrès international réunissant des délégués d'organisations ouvrières françaises, anglaises, italiennes, suédoises. Les délégués

français proposent de créer un secrétariat international du travail, en vue d'amorcer une Internationale des Travailleurs. Une première conférence syndicale internationale se tint à Copenhague le 21 août 1901 : Legien, le président de la centrale syndicale allemande, chercha à restreindre le rôle des conférences internationales car, selon lui, pour soulever les questions générales il y avait les congrès socialistes internationaux – entendre : les congrès des partis socialistes, point de vue totalement contraire à celui des syndicalistes révolutionnaires français.

Dès le début, des oppositions apparurent donc entre Français et Allemands. A la seconde conférence, qui se tint à Stuttgart en 1902, les syndicalistes des deux pays s'affrontèrent sur la question de la nature de l'organisation qui était en construction. La CGT entendait discuter de questions aussi bien pratiques que théoriques, tandis que les syndicats allemands refusaient d'adhérer à une Internationale qui, dans les faits, aurait concurrencé l'Internationale des partis socialistes. Le point de vue allemand finit par dominer : les réunions syndicales internationales ne seront pas des congrès mais de simples conférences entre secrétaires des centrales syndicales. Le siège de cette structure est fixé à Berlin. Elle n'a pour fonction que de servir de liaison entre les organisations syndicales des différents pays, de permettre l'échange d'informations et de publications, de préparer une statistique syndicale uniforme et de résoudre les questions de solidarité en cas de conflit du travail. Seuls deux délégués demandent que se tiennent des congrès ouvriers internationaux : Victor Griffuelhes pour la France et Van Erkel pour la Hollande.

A Dublin en 1903, ce fut Legien, un des dirigeants syndicalistes le plus à droite du mouvement ouvrier allemand, qui devint secrétaire international. Son mandat était d'empêcher à tout prix que l'Internationale syndicale n'empiète sur les prérogatives politiques de l'Internationale socialiste. Griffuelhes, secrétaire général de la CGT,

*se vit interdire de défendre le point de vue des syndicalistes français !!!* Significativement, le siège de l'organisation fut fixé à Berlin. Griffuelhes, qui était là en compagnie de Georges Yvetot, raconte :

« La conférence commença à deux heures et se termina à cinq heures. Elle dura trois heures, y compris le discours d'ouverture et le temps nécessaire aux traductions. C'était vraiment trop peu pour légitimer un voyage de plusieurs jours et fort coûteux !

« En nous rendant à la conférence à deux heures, nous n'avions pas espéré l'avoir terminée à cinq heures, de sorte que nous avons laissé à notre hôtel un rapport sur l'antimilitarisme et la grève générale. Ce rapport était imprimé en anglais, en allemand et en français. Notre intention était de le déposer à la fin de la conférence, en demandant l'inscription à l'ordre du jour de la conférence suivante des deux points qu'il soulevait. La mauvaise organisation de la Conférence de Dublin et l'insuffisance du travail contrarièrent nos projets. Nous ne pûmes que le lendemain remettre nos rapports aux délégués que nous rencontrâmes. Si, à Dublin, il nous avait été possible de remplir notre mandat, peut-être le différend actuel n'eût-il pas pris le caractère qu'il revêt <sup>50</sup> ! »

Sur le plan international, la CGT fut à l'origine de plusieurs tentatives d'action concertée. Elle demanda au Secrétariat international des centrales syndicales d'inscrire à l'ordre du jour de la conférence d'Amsterdam, prévue en 1905, les trois questions de la journée de huit heures, de l'antimilitarisme et de la grève générale. Les délégations autrichienne, belge et néerlandaise, membres du Secrétariat soutinrent la proposition française, mais la

---

<sup>50</sup> Victor Griffuelhes, *L'action syndicaliste*, Rivière, 1908 : les discussions à Amiens et Marseille et la Conférence Internationale de Dublin, *Le Mouvement socialiste*, 1<sup>er</sup> septembre 1903. Cité par Edouard Dolléans, ch. II-1. Internationale politique ou internationale syndicale ? (1889-1900-1909), *Histoire du mouvement ouvrier*. Tome 2 : 1871-1936, Paris, A. Colin, 1948.

majorité refusa. L'inscription de ces trois questions était la condition de la participation de la CGT :

« Nous n'avons pas la prétention de demander qu'on accepte les propositions que nous pouvons faire ; il suffit qu'on veuille nous entendre. Libre ensuite à chacun de donner aux idées émises et discutées, la suite jugée bonne. »

Mais précisément, les social-démocrates allemands ne voulaient même pas que ces questions soient discutées. Legien répondit qu'elles sortaient du cadre de la conférence. La CGT française refusa donc d'être représentée à la conférence d'Amsterdam, laquelle approuva la position de Legien et vota une résolution : « Sont exclues des discussions toutes les questions théoriques et toutes celles qui ont trait aux tendances et à la tactique du mouvement syndical dans les différents pays. » Ces questions relevaient des seuls partis politiques. La Hollande, la Belgique et l'Autriche votèrent contre la résolution.

Lors du congrès de la CGT tenu à Amiens en 1906, l'attitude des délégués français fut en revanche approuvée : le congrès vota à une très large majorité (815 contre 106) la suspension des cotisations au secrétariat international. Pour les syndicalistes français, la position de l'Internationale syndicale ôtait à l'Internationale sa véritable signification. Le congrès d'Amiens envisagea même d'entrer directement en relations avec les organisations syndicales en court-circuitant le secrétariat international. Le secrétaire des syndicats allemands, Legien, s'y refusa, et ce refus réitéré amena le bureau de la CGT à suspendre ses rapports avec le bureau international.

L'idée que des organisations membres puissent entrer en relation directement, sans passer par l'instance supérieure – en l'occurrence la direction de l'organisation – était une pratique établie dans les organisations dominées par le marxisme, où le principe du centralisme était fermement établi. Ces pratiques étaient communes à l'ensemble des courants de la social-démocratie, y compris

plus tard les bolcheviks. Que la CGT, quant à elle ait pu envisager l'établissement de relations « horizontales » n'est pas surprenant puisque ses références, à cette époque, étaient plutôt libertaires et fondées sur le fédéralisme, qui inclut à la fois des relations verticales et des relations horizontales<sup>51</sup>. C'était là, aux yeux des dirigeants social-démocrates allemands, une preuve de plus de l'« anarchisme » de la CGT.

La CGT était parfaitement consciente de son originalité au sein de l'Internationale syndicale. Pour les militants, le syndicalisme français avait

« devancé, par une marche si rapide, la plupart des mouvements syndicaux des autres pays, que ceux-ci ne peuvent ni le suivre ni le comprendre. D'où fatalement un antagonisme qui fait éclater encore plus l'opposition existant entre la classe ouvrière française organisée sur le type nouveau et les diverses classes ouvrières des autres nations groupées sur les types anciens »<sup>52</sup>.

Le modèle syndical français était ainsi perçu comme quelque chose de *nouveau*, qui se trouvait *en avance* par rapport aux autres. Le différend avec le bureau syndical international était l'expression de cet écart.

Griffuelhes constate que « Le syndicalisme allemand, qui a le siège du Bureau syndical international, et, à sa suite, les autres pays, ont de l'action syndicale une conception qui, en toute logique, fait des organisations ouvrières les vassales des partis politiques ». La formulation de la phrase est intéressante : le syndicalisme *allemand* y est expressément désigné comme celui qui définit

---

<sup>51</sup> Les Bourses du travail sont l'expression de l'organisation horizontale tandis que les fédérations d'industrie représentent l'organisation verticale. C'est la synthèse de ces deux structures qui constituent l'originalité du fédéralisme de la CGT, dont on voit à quel point il est inspiré des conceptions libertaires.

<sup>52</sup> Victor Griffuelhes, *L'Action syndicaliste*, Paris, M. Rivière, 1908. Cf. <http://monde-nouveau.net/spip.php?article525>

la ligne que doit suivre l'Internationale syndicale. Griffuelhes précise : « Le syndicalisme français, au contraire, sans s'opposer aux partis, qu'il n'a pas à connaître, attache à l'action syndicale une prépondérance incontestable. » Le dirigeant français constate avec une certaine ironie : « la totalité des comités syndicaux centraux des autres pays refusant la discussion, alors que le seul pays possédant une mentalité différente la recherche ! »

« La France syndicale n'a jamais songé à contester aux partis politiques le droit de se réunir internationalement, mais elle affirme le droit pour la classe ouvrière d'avoir à son tour, et en pleine indépendance, des rapports internationaux. En affirmant ce droit, elle n'entend pas imposer aux organismes syndicaux des autres pays la participation à un Congrès syndical international ; elle n'entend pas non plus leur interdire la participation aux Congrès politiques. Elle dit, *imitant* l'Allemagne, qu'elle ne prendra pas part à des conférences dont l'utilité, après celles qui ont été tenues, apparaît fort contestable, et elle se refuse à reconnaître la légitimité d'une résolution allemande qui interdit à tout jamais des discussions appartenant essentiellement au domaine syndical, et qui proclame que seuls ont le droit de les aborder et de les résoudre des Congrès politiques auxquels la France syndicale ne veut pas participer.

« Et si l'on tient compte que la résolution allemande a été motivée, comme l'a dit un délégué, par l'attitude de la France syndicaliste, il en faut déduire qu'un des buts des conférences est de donner aux Congrès politiques le relief et l'autorité qui leur assureront la prépondérance sur les Congrès syndicaux et d'amener la France ouvrière au respect de leurs résolutions<sup>53</sup>. »

Les 15-16 septembre 1907 devait se tenir à Christiania (Oslo) la 5<sup>e</sup> conférence internationale. Le comité confédéral de la CGT adressa aux représentations participantes une circulaire (28 août 1907), signée par Griffuelhes, expliquant les positions des syndicalistes français.

---

<sup>53</sup> *Ibid.*

« La C.G.T. ne saurait, en effet, admettre, en dehors d'un refus formel opposé à la demande d'inscription d'une question ouvrière, qu'une Conférence limite par une résolution le champ d'activité des futures Conférences. Elle estime que poser une barrière à toute discussion, c'est rendre les conférences peu intéressantes, sinon inutiles <sup>54</sup>. »

La résolution d'Amsterdam fut cependant confirmée lors de la conférence de Christiania :

« La Conférence considère les questions de l'antimilitarisme et de la grève générale comme des objets qui ne relèvent pas de la compétence des fonctionnaires [*sic*] syndicaux, mais dont la solution incombe exclusivement à la représentation intégrale du prolétariat international, aux Congrès socialistes internationaux convoqués périodiquement – d'autant plus que les deux questions ont été résolues à Amsterdam et à Stuttgart, conformément aux circonstances ;

« La Conférence regrette que la Confédération n'ait pas voulu comprendre que l'attitude de la Conférence internationale des représentants des centrales nationales a été parfaitement correcte ; qu'elle ait prétexté de cette attitude pour rester étrangère à notre organisation internationale ;

« La Conférence prie instamment la classe ouvrière de France d'examiner ces questions susdites de concert avec l'organisation politique et ouvrière de son propre pays, et, par une adhésion aux congrès socialistes internationaux, de collaborer à la solution de ces questions, et, dans la suite, de s'affilier à l'organisation syndicale internationale, dans le but de résoudre les problèmes syndicaux <sup>55</sup>. »

Cela équivaut dans les faits à dire que ces questions ne doivent pas être réglées par la classe ouvrière organisée, ce qu'exprime très clairement Griffuelhes lorsqu'il déclare que les syndicalistes français n'acceptent pas que les questions posées par la classe ouvrière soient « résolues par ces assemblées de médecins, d'avocats, de ren-

---

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> Cité par Griffuelhes, *op. cit.*

tiers, de propriétaires, de commerçants, etc..., que sont les Congrès politiques internationaux ! »<sup>56</sup>.

La conférence d'Oslo, en 1907, décida un compromis. Une résolution admettait l'indépendance des syndicats, mais soulignait en même temps la nécessité des relations entre partis et syndicats. A ce titre, la CGT, qui se voyait interdire d'aborder des questions de politique générale dans les congrès syndicaux, fut invitée à discuter de ces questions avec le parti socialiste en France, et dans les congrès socialistes internationaux : la CGT refusa et suspendit de nouveau ses relations avec le secrétariat international. Elle se trouvait complètement isolée sur le plan international.

Lorsque la crise entre la France et l'Allemagne éclata en 1905 sur la question du Maroc, les dirigeants syndicalistes français avaient tenté d'engager une action internationale contre le risque de guerre, et une délégation conduite par Griffuelhes s'était rendue à Berlin en janvier 1906 pour essayer de convaincre le Secrétariat international et les syndicats allemands de mettre sur pied des actions communes contre la guerre. Les syndicats allemands acceptèrent le principe mais posèrent comme condition, une fois de plus, que la CGT s'entende au préalable avec les socialistes français, ce qui, dans le contexte de l'époque en France, équivalait à imposer une condition inacceptable. Lors du congrès d'Amiens qui suivit peu après, Griffuelhes fit un rapport très désabusé.

A ce moment-là, la CGT, qui défendait l'idée que le syndicat est le seul « parti du travail », est complètement isolée au plan international à cause de ses positions sur l'indépendance syndicale, alors que la tendance quasi unanime de l'époque est la liaison pour ainsi dire organique entre syndicats et partis. Une réflexion de Griffuelhes exprime parfaitement le splendide isolement dans

---

<sup>56</sup> V. Griffuelhes, *L'action syndicaliste*.

lequel se trouvait la CGT française et le sentiment qu’avaient ses dirigeants d’avoir raison contre tous :

« Je dis que nous sommes un peu isolés dans l’Internationale parce que nous la dépassons. Oui, nous sommes isolés ! parce que nous sommes seuls — différemment des camarades allemands, des camarades suédois et de nos camarades belges — qui jouissons déjà, et dans quelles conditions, des libertés politiques qu’il leur faut conquérir encore à eux-mêmes. Et c’est parce que nous savons ce que valent ces réformes, ce que valent ces droits politiques que nous ne voulons pas nous mettre dans une situation qui nous amènerait à subordonner notre action syndicale pour des fins d’ordre politique que, depuis longtemps, nous avons dépassées ! Ce n’est pas nous qui avons à rejoindre les autres, ce sont les autres qui doivent nous rejoindre. *Nous sommes en avant...* Nous constatons que notre isolement vient de *notre avance* sur nos camarades des autres pays<sup>57</sup>. »

En 1908, le congrès de la CGT tenu à Marseille avait fait fort : il appelait les soldats à ne pas remplacer les ouvriers en cas de grève ; il rappelait le rôle de l’armée qui avait tiré sur les ouvriers à Narbonne, à Raon-L’Étape. A partir de 1909 cependant, la CGT traversa une grave crise ; le syndicalisme révolutionnaire entamait son déclin face à la montée des réformistes qui réclamaient à cor et à cri le retour vers le Secrétariat international. C’est alors que la Confédération réintégra les conférences syndicales internationales ; mais elle ne put jamais y aborder les questions politiques et sociales, ni les problèmes internationaux, même lorsque le danger de guerre devint évident. Ces choses-là relevaient de la seule compétence des partis politiques. La coupure entre la vision syndicaliste révolutionnaire et la vision social-démocrate était irrémédiable<sup>58</sup>.

---

<sup>57</sup> Cité par Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier 1871-1936*. 3e partie, Ch. II. L’Internationale ouvrière et la guerre.

<sup>58</sup> Pendant que la social-démocratie allemande tergiversait sur la question de la guerre et s’efforçait de ne pas prendre clairement posi-

Au congrès du Havre en 1912, le dernier avant la guerre, les positions de la CGT sont encore confirmées, à la fois sur l'indépendance syndicale et sur l'action « contre le militarisme, le patriotisme et la guerre ».

On comprend donc, comme le commente Pierre Besnard, que « cette thèse, déjà soumise aux autres Centrales Nationales au cours des conférences internationales, ne fut jamais acceptée par les Allemands qui refusèrent de reconnaître l'antipatriotisme et l'antimilitarisme comme des questions intéressant le syndicalisme. »

« Ceci prouve toute la différence qui existe entre le mouvement ouvrier français et tous les autres mouvements qui tous, à l'exception d'une partie des mouvements espagnol et italien, reposent sur la conception social-démocrate. C'est de cette incompréhension que découlera l'impuissance du mouvement syndicaliste de tous les pays belligérants en face de la guerre <sup>59</sup>. »

Le Bureau socialiste international (BSI) s'était réuni à Bruxelles le 28 octobre 1912, en pleine guerre balkanique et décida de convoquer un congrès extraordinaire, qui eut lieu à Bâle les 24 et 25 novembre 1912. Une motion finale est votée en faveur de l'unité du mouvement, mais ne dit rien concrètement, se contentant de charger le BSI d'une mission de surveillance et de documentation des événements à venir. Jaurès reconnaîtra qu'« il n'est pas possible de donner une réponse d'une certitude mécanique à cette question formidable » de savoir ce que les « travailleurs de tous pays » et leurs délégués feront en

---

tion, les ouvriers espagnols en cette même année 1909 s'insurgeaient contre la guerre coloniale au Maroc. Le lundi 26 juillet un comité composé d'anarchistes et de socialistes appela à la grève générale contre le rappel des réservistes. Le lendemain les ouvriers contrôlaient la ville de Barcelone : les convois militaires étaient bloqués, les trams renversés. Le jeudi 26, des combats de rue eurent lieu contre les forces gouvernementales qui se soldèrent par plus de 150 ouvriers tués.

<sup>59</sup> P. Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*.

cas de guerre. Il est certain que si l'Internationale socialiste, dont c'est au fond la fonction de donner des consignes, ne sait pas quoi faire, il est peu probable que les « travailleurs de tous les pays » en sachent plus.

Mais Jaurès continue de penser que les dirigeants politiques et syndicaux allemands réagiront ; il enjoint le gouvernement français à adopter « une attitude résolument pacifique ». Il obtient que les troupes françaises soient reculées de huit kilomètres de la frontière ! Il vit littéralement dans un rêve qui contraste singulièrement avec l'absence d'illusion des dirigeants syndicalistes français. On apprend le 31 juillet que la mobilisation générale est décrétée en Allemagne. Les voies de chemin de fer et le télégraphe sont coupés par les Allemands, ainsi que les routes. Mais Jaurès restait optimiste en dépit de tout.

C'est donc sans avoir réussi à intéresser le mouvement syndical allemand au danger de la guerre que la CGT dut faire face à son déclenchement en août 1914. Les choix faits par certains de ses dirigeants, une fois la guerre déclarée, trouvent peut-être là leur explication. Mais il ne faut pas oublier que ce sont des minoritaires de la CGT comme Monatte et Merrheim, opposés à la poursuite de la guerre, qui proposèrent de réunir l'Internationale socialiste pour discuter d'une négociation entre belligérants : à la conférence de Zimmerwald, les seuls représentants français à cette conférence rassemblant des partis politiques furent des membres de la CGT.

« C'est sous les auspices du Comité pour la reprise des relations internationales auquel adhèrent : Merrheim, Bourderon, Chaverot, Sirolle, Souvarine, etc... – et, où, Trotsky, encore à Paris, joue un rôle prépondérant, que s'organise l'action contre la guerre <sup>60</sup>. »

---

<sup>60</sup> Pierre Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*. Le Comité pour la reprise des relations internationales s'est constitué à la fin de l'année 1915 dans la foulée de la conférence de Zimmerwald. Il avait pour objectif de renverser les majorités qui, dans les organisations ouvrières, étaient favorables à l'Union sacrée. L'opinion évolue également

Comme en 1906, la CGT tenta en 1912 de susciter l'organisation, dans chaque pays, d'une manifestation simultanée contre la guerre. Les syndicats allemands et autrichiens se dérochèrent sous prétexte, encore une fois, qu'une telle manifestation, de caractère politique, était du ressort des partis et non des syndicats : argument qu'ils utilisèrent régulièrement pour éviter tout débat de fond et tout engagement réel sur ces questions.

Incontestablement, les obstacles rencontrés ne purent que renforcer la CGT dans l'idée que rien ne pouvait venir des partis socialistes et surtout du Parti social-démocrate allemand. Ce fait est confirmé par Pierre Monatte dans son article sur « La Fondation de la vie ouvrière », paru en octobre-décembre 1959 dans *La Révolution prolétarienne*. Il évoque l'impression rapportée d'Allemagne par Charles Andler en 1911, au moment de la crise marocaine :

« Andler avait été frappé de la rareté des manifestations pour la paix et des sympathies nombreuses que des socialistes affichaient pour le "coup d'Agadir". Il n'allait pas jusqu'à penser que le gouvernement allemand cherchait la guerre, mais il lui attribuait un certain penchant au chantage, goût du chantage partagé par une fraction importante du socialisme allemand. Il faut bien dire que cet état d'esprit répandu dans les hautes couches du mouvement syndical allemand est pour beaucoup dans le déraillement d'un certain nombre de syndicalistes français au début de la guerre 1914-1918, précisément parmi ceux qui avaient entretenu des relations avec les organisations syndicales allemandes. Je pense en particulier à Griffuelhes ulcéré par chacune des délégations faites à Berlin lors des tensions entre les deux pays <sup>61</sup>. »

---

au sein du Parti socialiste, dans lequel une minorité s'oppose à l'Union sacrée. Cependant, les minoritaires du parti socialiste ne remettront pas en cause la nécessité de la défense nationale.

<sup>61</sup> <http://monde-nouveau.net/spip.php?article468>

Monatte donne aussitôt un autre exemple, celui de Charles Delzant <sup>62</sup> : « Les contacts difficiles avec les bureaucrates syndicaux allemands devaient l'amener à dire "La parole est au canon" tout au début de la guerre. » Monatte parlera également des « refus insolents que la CGT avait reçus des chefs des syndicats allemands depuis 1905 ». Ces remarques interdisent d'écarter l'hypothèse suivante : la résignation de nombreux militants envers la guerre pourrait être la conséquence des refus systématiques des dirigeants social-démocrates et syndicaux allemands de discuter avec la CGT d'une action commune contre la guerre.

## 9) Kropotkine et syndicalisme

Il est surprenant de constater que Kropotkine semble ne pas avoir eu de contacts avec les militants syndicalistes révolutionnaires français de son temps. Bien que James Guillaume ait contribué à la formation de Kropotkine, il ne semble pas que ce dernier ait gardé de contact suivi avec le compagnon de Bakounine, en dehors d'un échange de courrier lié à leur intérêt commun pour la Révolution française.

L'analyse des textes de Kropotkine sont révélateurs d'une absence presque totale de préoccupation concernant l'organisation ou la stratégie du mouvement ouvrier, voire même le mouvement ouvrier d'une façon générale, alors que c'était la principale préoccupation de Bakounine dans sa période « anarchiste », c'est-à-dire les huit dernières années de sa vie. Il semble que l'activité de Kropotkine se

---

<sup>62</sup> Charles Delzant (1874-1943) était un des leaders de l'anarcho-syndicalisme dans le département du Nord. Il était également, depuis sa fondation en 1902, secrétaire général de la fédération nationale des Verriers à partir de 1912. Mobilisé en 1914, il se rallia à la politique d'union sacrée.

soit cantonnée au mouvement anarchiste, exclusivement.

En 1890, constatant les dégâts provoqués par la période des attentats anarchistes mais sans pour autant en condamner les auteurs, Kropotkine recommande l'entrée des anarchistes dans les syndicats. « La révolution, dit-il, est avant tout un mouvement populaire », ce qui est tout de même le moins qu'on puisse attendre d'un anarchiste. Aussi préconise-t-il, dans *La Révolte* du 27 septembre 1890, la formation d'« unions monstres, englobant les millions de prolétaires contre les milliers et les millions d'or des exploités ». C'est à tort que certains ont fait de Kropotkine un précurseur du syndicalisme révolutionnaire sur la base d'une telle déclaration. Le révolutionnaire russe a probablement comme référence le mouvement syndical britannique qui se situe loin des positions de Pouget, Griffuelhes ou Pelloutier.

Dans un échantillon de 17 textes significatifs <sup>63</sup>, le terme « CGT » n'apparaît pas une fois, le mot « syndicat » apparaît plusieurs fois dans le sens de syndicat patronal (*La conquête du pain* et *La Guerre*), gouvernemental (*Fatalité de la révolution*) ou agricole (*L'État – son rôle historique*) ; dans un texte, il apparaît dans l'acception de syndicat ouvrier (*Autour d'une vie*, trois occurrences) mais dans des considérations très générales. Le nom d'Émile Pouget apparaît deux fois dans *Autour d'une vie*, lorsque Kropotkine décrit leurs démêlés communs avec la justice ; celui de Pelloutier et Monatte pas une fois. Pourtant, on aurait pu penser que Pelloutier, le fondateur des Bourses du travail, ait pu attirer l'attention de Kropotkine. On a l'impression que celui-ci passe

---

<sup>63</sup> *Autour d'une vie* ; *Aux jeunes gens* ; *Communisme et Anarchie* ; *Fatalité de la Révolution* ; *L'Action anarchiste dans la révolution* ; *L'Anarchie - Sa philosophie - Son idéal* ; *L'Esprit de révolte* ; *L'État - son rôle historique* ; *L'Organisation de la Vindicté - appelée Justice* ; *La Commune* ; *La Commune de Paris* ; *La Conquête du pain* ; *La Grande Révolution* ; *La Guerre* ; *La Loi et l'Autorité* ; *La Morale anarchiste* ; *La révolution sera-t-elle collectiviste* ; *Le Principe Anarchiste* ; *Le Salariat*.

presque complètement à côté du mouvement ouvrier français de son temps, dans lequel les libertaires jouèrent pourtant un rôle décisif – des libertaires engagés dans le mouvement syndical, il est vrai.

Le mouvement ouvrier et ses luttes ne sont présents que dans les articles qu'il a écrits et sont cantonnés à l'événementiel.

Il existe un texte dans lequel Kropotkine parle du syndicalisme. Il était intervenu dans *Les Temps Nouveaux* à propos d'une polémique qui opposait Marx Pierrot et Hubert Lagardelle. Le détail de cette polémique importe peu, mais elle oppose Pierrot qui est anarchiste et Lagardelle qui était à l'époque syndicaliste révolutionnaire. Kropotkine est invité à arbitrer le débat et adressa aux *Temps Nouveaux*<sup>64</sup> une explication qui mettait fin aux accusations de Lagardelle.

« Je n'avais pas l'intention d'intervenir dans le débat entre Pierrot et Lagardelle, d'autant plus que Pierrot le conduit très bien, et j'ai tant d'autres choses à faire. Mais puisque Lagardelle a cru devoir embrouiller le débat en y faisant intervenir mon nom et en insinuant qu'il existe de moi une lettre mystérieuse contre le syndicalisme, que Pierrot ne se risquera pas à publier, – je laisse au lecteur d'apprécier ce procédé – me voici forcé de parler de cette lettre. »

Kropotkine s'en prend surtout à Lagardelle, et réaffirme le rôle décisif des « organisations ouvrières » dans l'accomplissement de la révolution sociale, « après que le réveil du prolétariat aura été fait d'abord par des actes individuels, puis par des actes collectifs de grèves, révoltes de plus en plus élargies ». On comprend donc que pour

---

<sup>64</sup> Kropotkine, « Les Anarchistes et les syndicats », *Les Temps Nouveaux*, 25 mai 1907.

<http://monde-nouveau.net/spip.php?article509>

Kropotkine, un mouvement *social* ne semble pas pouvoir être envisagé autrement que par un acte initial *individuel*.

« ...ceux des anarchistes qui ont toujours pensé que le mouvement ouvrier, organisé professionnellement, pour la *lutte directe* contre le Capital – aujourd’hui on l’appelle en France syndicalisme et “action directe” — constitue la vraie force, capable *d’amener* à la révolution sociale et de la *réaliser*, par la transformation égalitaire de la consommation et de la production – ceux de nous qui ont pensé ainsi pendant ces trente-cinq dernières années, sont simplement restés fidèles à l’idée-mère de l’Internationale, telle que l’avaient conçue, dès 1864, les Français (*contre* Marx et Engels) et telle qu’elle fut toujours appliquée en Catalogne, dans le Jura bernois, dans la vallée de Vesdre et en partie en Italie. L’Internationale fut un grand mouvement syndicaliste qui posa dès lors tout ce que ces messieurs prétendent avoir découvert dans le syndicalisme <sup>65</sup>. »

Le syndicalisme ne constitue manifestement pas pour Kropotkine un phénomène qui mérite qu’on s’y attarde pour le théoriser, mais le révolutionnaire russe se défend de s’en désintéresser. Dans sa lettre aux *Temps nouveaux*, il invite Lagardelle à consulter les collections des journaux *Le Révolté*, *La Révolte*, *Les Temps Nouveaux* où, entre 1886 et 1898, on retrouvera « à certaines époques de luttes ouvrières un ou deux articles dans chaque numéro (articles de fond et mouvement social), où je reviens toujours à ces mêmes idées ».

Il est évident que les tentatives de la CGT pour convaincre les dirigeants politiques et syndicaux allemands à organiser une riposte commune en cas de guerre concerne peu Kropotkine qui est convaincu qu’une guerre va éclater, et qui souhaite une victoire française.

---

<sup>65</sup> Kropotkine, « Les Anarchistes et les Syndicats », *Les Temps Nouveaux*, 25 mai 1907.

## 10) Le mouvement ouvrier international face à la guerre

Fonder sur les prises de position de quinze anarchistes en 1916 une analyse globale de la « trahison » de l'anarchisme *en général* est quelque peu caricatural, presque aussi caricatural que si les anarchistes mettaient sur le dos du *marxisme* la trahison de la social-démocratie. Bien qu'il y aurait quelque fondement à argumenter sur ce point, nous n'avons pas connaissance que les libertaires aient jamais eu recours à un tel coup bas. On peut ainsi lire sur le site d'un groupe conseilliste un texte dont un intertitre évoque « La trahison de l'internationalisme par la social-démocratie et l'anarchisme en 1914 » et où on apprend que « les principales composantes du mouvement anarchiste se muent en va-t'en-guerre pour le profit de l'État bourgeois. Kropotkine, Tcherkesoff et Jean Grave se font les défenseurs les plus acharnés de la France <sup>66</sup>. » Une telle affirmation évacue donc l'appel de « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » et les positions de Malatesta et des autres signataires de cet appel internationaliste. Une telle attitude invalide complètement l'argumentation de ce groupe conseilliste, qui ne peut tout simplement pas être prise au sérieux.

Sans doute frappe-t-on d'autant plus fort sur les signataires du « Manifeste des Seize » qu'il faut occulter le constat que « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » fut publié *huit mois avant la conférence de Zimmerwald* qui marque, dans la mythologie communiste, le « top départ » de la réaction contre la guerre. Ceci explique cela.

La conférence de Zimmerwald en 1915 ne regroupe qu'une infime poignée de militants et c'est tout de même une vantardise que de dire qu'elle a « sauvé l'honneur »

---

<sup>66</sup> Souligné part nous.

[http://fr.internationalism.org/icconline/2009/les\\_anarchistes\\_et\\_la\\_guerre\\_1.html](http://fr.internationalism.org/icconline/2009/les_anarchistes_et_la_guerre_1.html).

de l'Internationalisme ; ou alors on serait justifié de dire que l'appel anarchiste internationaliste du 12 février 1915 a « sauvé l'honneur de l'internationalisme » *avant* l'appel de Zimmerwald, ce qui est absurde.

Il est d'ailleurs significatif que parmi la trentaine de participants, les deux Français étaient des syndicalistes révolutionnaires de la CGT. Il est significatif également que dans le mouvement ouvrier international, une vigoureuse opposition à la guerre s'est manifestée partout où le mouvement anarchiste, anarcho-syndicaliste, syndicaliste révolutionnaire avait une réelle implantation : Argentine, Espagne, Italie, États-Unis, Japon. Notons que, en dehors des pays slaves – Serbie et Russie, où les social-démocrates n'ont pas voté les crédits de guerre – les réactions ont été tout à fait minimales dans le courant marxiste, et essentiellement verbales.

Le sort des IWW aux États-Unis illustre le propos de Maurice Laisant lorsqu'il dit que la guerre a pour fonction de détruire le mouvement ouvrier organisé. Juste avant l'entrée en guerre des États-Unis, le quotidien des IWW, *Industrial Worker*, écrivait : « Capitalistes d'Amérique, nous nous battons contre vous, pas pour vous ! Il n'existe aucune force au monde qui puisse forcer la classe ouvrière à se battre si elle ne le veut pas. »

L'organisation avait été l'objet d'une répression méthodique des autorités américaines et du patronat. L'entrée en guerre des États-Unis, en avril 1917, allait évidemment décupler la répression. C'est la raison pour laquelle Bill Haywood, secrétaire général des IWW, préconisa que l'organisation adopte un profil bas. Celle-ci cessa toute activité ostensible contre la guerre. Cette attitude ne faisait pas l'unanimité : Frank Little soutenait la poursuite de la propagande contre la guerre. Un compromis fut trouvé sous la forme d'une déclaration qui condamnait la guerre, mais les adhérents étaient invités à s'enregistrer pour la conscription en faisant une demande d'exemption

sur laquelle ils inscrivait : « IWW, opposé à la guerre ». Cela n'empêcha aucunement les autorités, le patronat et la presse de se déchaîner contre les IWW. Frank Little fut lynché en août 1917.

La guerre fournit au gouvernement le prétexte pour briser définitivement les IWW. En septembre 1917 quarante-huit locaux à travers tout le pays furent investis et saccagés par des agents du département de la Justice ; 165 dirigeants des IWW furent arrêtés pour conspiration tendant à entraver la conscription et encouragement à la désertion. Cent un furent jugés en 1918, tous furent reconnus coupables et se virent infliger des peines allant jusqu'à vingt ans. Cela continua après la guerre : le 11 novembre 1919, des gardiens de prison livrèrent Wesley Everest, membre des IWW et ancien combattant, à la foule qui lui cassa les dents avec une crosse de fusil, le castra et le lyncha en trois endroits différents de la ville et enfin cribla son corps de balles. Il fut enterré dans une tombe anonyme et le médecin légiste le déclara suicidé. La répression n'en resta pas là. Au milieu des années 20, les IWW avaient cessé d'être une force et une organisation de masse. La bourgeoisie et l'État avaient gagné.

Comment ne pas penser, par contraste, à l'attitude de Jean Grave, un des signataires du « Manifeste des Seize », se réjouissant dans le numéro 358 de *La Bataille syndicaliste* de l'éventualité que la « colère populaire » se retourne contre ceux qui auraient refusé de se laisser mobiliser ?

En Espagne, la CNT dénonça immédiatement la trahison des organisations ouvrières qui ont « sacrifié leurs idéaux sur l'autel de leurs patries respectives, en niant le caractère fondamentalement international du problème social »<sup>67</sup>. Des mouvements d'opposition vigoureux à la guerre eurent lieu au Japon, aux États-Unis, en Bulgarie,

---

<sup>67</sup> Anselmo Lorenzo, *l'Almanach annuel de Tierra y Libertad*, janvier 1915.

en Hongrie, au Mexique : aucun d'entre eux n'est issu d'un courant marxiste, sauf en Russie où anarchistes et bolcheviks furent d'accord au moins sur ce point.

En Argentine apparut dans la bourgeoisie un fort courant qui souhaitait l'entrée en guerre du pays. En novembre 1914 un manifeste signé par des syndicats et des groupes anarchistes dénonce la guerre et clame la nécessité d'une paix qui « ne pourra être garantie que par la révolution sociale ».

Le 30 septembre 1917, une grève générale révolutionnaire éclata grâce à l'initiative de la Fédération des syndicats anarchistes, la FORA, pour empêcher le pays de rejoindre l'Allemagne dans la guerre. Les syndicats socialistes, dont l'influence était minime, refusèrent de participer au mouvement.

« Ce qui avait cependant fait pencher la balance en faveur de la paix, écrivait *la Feuille*<sup>68</sup> du 3 octobre 1917, c'était l'attitude décidée du prolétariat dont les grèves multipliées et s'étendant sans cesse, avaient fini par intimider les manifestations de bourgeois et d'intellectuels, organisés dans la capitale. "C'est là une démonstration éclatante de ce qu'auraient pu les peuples de l'univers, le 1<sup>er</sup> août 1914, si au lieu de se laisser prendre aux communiqués officiels et aux excitations de la presse, ils avaient spontanément décrété cette grève générale, en réponse aux décrets de mobilisation. La guerre eût été évitée.

« "Voilà trois ans qu'on le disait, mais en ajoutant que l'expérience avait démontré que pareille attitude était impossible, utopique. Les ouvriers et les cheminots argentins ont démontré, eux, que la chose était faisable (...) »<sup>69</sup> »

Ainsi, mettre sur le même pied la « trahison » de

---

<sup>68</sup> Journal antimilitariste qui parut à Genève vers la fin de la guerre.

<sup>69</sup> « Efficacité de l'action directe », de l'anarcho-pacifiste hollandais Barthélemy de Ligt, publié dans la revue anationale *la Patrie humaine* du 12 janvier 1934. Cf. :

<http://anarchismenonviolence2.org/spip.php?article60>

quinze anarchistes français en 1916 et celle de la social-démocratie internationale en général est caricatural.

Soulignons qu'en France – et la situation ne devait pas être différente dans les autres pays directement impliqués par la guerre – la grande majorité des militants opposés à la guerre y sont tout de même allés, lorsqu'ils furent incorporés. Au crédit de Monatte, on peut dire que sa démission du Conseil confédéral de la CGT pour protester contre son soutien à la guerre lui a valu de perdre la « protection » contre la mobilisation. Mais on peut supposer que la médaille qu'il a gagnée pour fait de guerre n'a pas été obtenue pour avoir tenté de transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire <sup>70</sup>. Curieusement, on ne parle jamais de libertaires comme Gaston Leval qui ont *déserté*, et qui l'ont payé toute leur vie par l'exil, l'insécurité et la gêne pécuniaire.

---

<sup>70</sup> Voir note 97, Notice biographique de Monatte par Colette Chambelland.